

## **GUINEE : REFORMER L'ARMEE**

Rapport Afrique N°164 – 23 septembre 2010

## TABLE DES MATIERES

<b>SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>i</b>
<b>I. INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>II. L'ARMEE DEPUIS SEKOU TOURE JUSQU'A L'ERE DU CNDD .....</b>	<b>3</b>
A. LES ANNEES SEKOU TOURE .....	3
1. L'armée et la nation révolutionnaire.....	3
2. Renforcement du contrôle politique.....	4
B. LES ANNEES CONTÉ .....	5
1. L'armée au pouvoir.....	5
2. Mutineries et guerres régionales .....	7
3. Corruption et décrépitude .....	8
C. L'ARMÉE SOUS LE CNDD .....	10
1. L'ère Dadis Camara .....	10
2. Les réformes de Konaté .....	13
<b>III. L'ARMEE AUJOURD'HUI: DES RUINES COMME HERITAGE.....</b>	<b>15</b>
A. LE RECRUTEMENT DANS L'ARMEE, PAS TOUJOURS REGLEMENTAIRE .....	15
B. LA VIE AU SEIN DES FORCES ARMEES.....	16
C. INDISCIPLINE ET IMPUNITE .....	17
D. FACTIONS .....	19
E. LES RELATIONS ENTRE CIVILS ET MILITAIRES .....	20
<b>IV. LES DEFIS DE LA REFORME ET LA VOIE A SUIVRE .....</b>	<b>22</b>
A. ETAT DES LIEUX.....	22
B. LES PRIORITÉS DE LA RÉFORME .....	24
1. Surveillance civile et clarification du rôle des forces armées .....	25
2. Ressources et effectifs.....	26
3. En finir avec la politisation .....	27
<b>V. CONCLUSION .....</b>	<b>28</b>
<b>ANNEXES</b>	
A. CARTE DE GUINEE .....	29
B. A PROPOS D'INTERNATIONAL CRISIS GROUP .....	30
C. RAPPORTS ET BRIEFINGS DE CRISIS GROUP EN AFRIQUE DEPUIS 2007 .....	31
D. CONSEIL D'ADMINISTRATION D'INTERNATIONAL CRISIS GROUP.....	33

## GUINEE : REFORMER L'ARMEE

### SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS

Après avoir été mal gérées et utilisées à mauvais escient pendant plusieurs décennies, les forces armées guinéennes constituent aujourd'hui une source potentielle d'instabilité qui pourrait de nouveau plonger la Guinée et sa région dans le chaos. Si elles ne sont pas réformées en profondeur, elles continueront d'être une menace pour un régime civil démocratique. La mise sur pied récente d'un gouvernement de transition et le processus électoral en cours, bien que fragile, constituent une opportunité réelle pour redresser la situation. Une réforme des forces armées mal menée pourrait avoir des conséquences désastreuses pour l'avenir politique du pays. Une réforme conduite correctement devra relever de nombreux défis techniques, ainsi que redéfinir la relation entre les forces armées et un régime civil, et résoudre le grave problème du financement de l'armée, afin d'avoir des forces armées disciplinées, efficaces et ne pesant pas trop lourd sur le budget national. Le report du deuxième tour de l'élection présidentielle, initialement prévu pour le 19 septembre, a accru les tensions. Bien que l'armée soit restée neutre, elle pourrait saisir l'occasion d'intervenir à nouveau si le processus électoral n'allait pas au bout ou prenait trop de retard. Cela constituerait un important contretemps pour toute perspective de réforme à moyen terme, qui doit être centrée sur le respect et la soumission à un régime civil.

La réputation bien méritée qu'a l'armée d'être indisciplinée et récalcitrante à l'idée d'un régime civil démocratique est la conséquence de son passé tumultueux. Les deux premiers présidents du pays ont instrumentalisé les forces armées pour servir leur intérêt politique, permettant à l'insubordination de se développer, et ont acheté le soutien d'officiers contre des avantages et une protection politique. Des mutineries contre les mauvaises conditions de service et des vagues de recrutement non réglementaires ont marqué les dernières années au pouvoir du président Lansana Conté. La junte qui a pris le pouvoir à sa mort, en décembre 2008, a aggravé la situation. Son chef, Dadis Camara, a utilisé l'armée contre les opposants politiques, a renforcé les tensions entre la junte et le reste des forces armées, et recruté des milices ethniques.

Les forces armées sont aujourd'hui divisées selon des clivages ethniques et générationnels et sont connues pour

leur indiscipline, leurs violations des droits de l'homme, leur insubordination et leurs activités criminelles. Alors que les conditions de vie sont difficiles et ingrates pour la plupart des militaires, une poignée d'officiers supérieurs vit dans l'opulence. La gestion financière est entachée de corruption, les institutions de contrôle civiles et militaires sont faibles ou inexistantes. L'armée est pléthorique et mal formée. La confiance de la population en elle étant au plus faible, une réforme serait une étape importante pour aider la Guinée à mettre en place un environnement sûr, propice au développement d'institutions démocratiques.

Depuis l'arrivée au pouvoir, en décembre 2009, du général Sékouba Konaté comme chef de l'Etat par intérim, une attention nouvelle a été portée à la question de la réforme des forces armées. La discipline de base a été améliorée et les autorités de transition ont accueilli favorablement le rapport, publié en mai 2010, de la mission d'évaluation de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) menée par la Cédéao. L'armée est jusqu'à présent restée neutre lors du long et délicat processus électoral. Dadis Camara, dont les soutiens au sein de l'armée sont de moins en moins nombreux, est toujours en exil au Burkina Faso et efficacement maîtrisé. Cependant, l'importance réelle que les officiers supérieurs accordent à une vraie réforme reste encore à démontrer.

Le nouveau président sera confronté à une série de dilemmes qui l'entraîneront dans des directions contradictoires. Il devra dans un premier temps réussir à obtenir l'adhésion du plus grand nombre de militaires à l'idée d'une réforme, et faire coïncider les attentes des troupes avec les besoins réels du pays. Il sera difficile de trouver le point d'équilibre entre la nécessité de préserver l'armée et celle de réduire ses effectifs et de réformer sa gestion financière. Même si le président va devoir satisfaire certaines préoccupations de l'armée pour assurer sa sécurité et celle de la transition à court terme, il ne faudra pas laisser longtemps de côté les questions délicates. On trouve au sein de l'armée un mélange de réel soutien à la RSS et de peur de perdre des emplois et des privilèges ainsi que d'être exposés à de possibles sanctions pour les violations des droits de l'homme. Ces craintes sont exacerbées par la conscience de la profonde hostilité que l'armée suscite,

surtout depuis le massacre des partisans de l'opposition du 28 septembre 2009.

Le risque existe de voir l'armée se montrer prête à abandonner le pouvoir formel tout en cherchant à conserver une influence significative en coulisses et finissant par refuser de se subordonner à l'autorité civile sur les questions qui la concerne. C'est ce qui est arrivé en Guinée-Bissau, où la RSS menée par l'Union européenne et l'ONU a échoué, l'armée ayant réussi à monter les différents acteurs internationaux les uns contre les autres. Une bonne coordination internationale sera indispensable pour éviter un tel scénario en Guinée.

L'objectif du processus de réforme est d'établir une force beaucoup plus petite, responsable devant le pouvoir civil et capable de répondre aux besoins sécuritaires du pays. La priorité la plus urgente doit être de faire en sorte que la plus grande partie possible de l'armée comprenne et accepte cet objectif sans le laisser dicter la nature et le rythme du processus. Les défis à long terme seront d'améliorer le contrôle du pouvoir civil sur l'armée, de réduire la taille de ses effectifs et d'établir la transparence financière. Ces mesures doivent aller de pair avec une amélioration des conditions de vie et de travail des forces armées. Le président doit aussi résister à la tentation d'utiliser l'armée à des fins partisans et chercher plutôt à s'appuyer sur sa légitimité démocratique pour gouverner efficacement.

Les officiers supérieurs doivent être conscients qu'une réforme globale est dans l'intérêt de l'armée et que toute tentative de gêner sa mise en œuvre entamerait leur crédibilité, renforcerait les sentiments anti-militaires des Guinéens, empêcherait l'armée de prendre part à des missions internationales de maintien de la paix; engendrerait une instabilité politique et aboutirait à un plus grand isolement du pays, ainsi qu'à d'éventuelles sanctions internationales comme des interdictions de voyager pour les officiers et leurs familles.

La communauté internationale ne sera probablement pas autant impliquée dans la réforme du système de sécurité de la Guinée qu'elle l'a été au Libéria et en Sierra Leone, même si elle offrira probablement son aide et son soutien à la formation. La plupart des bailleurs de fonds sont dans l'attente, prêts à négocier leur aide avec une nouvelle administration civile. Cette aide devra être généreuse et à long terme, parce que la situation restera fragile pendant quelque temps encore, et que tout retour en arrière mettrait en péril les acquis dans la région. La réforme de l'armée nécessitera donc un effort soutenu, elle exigera et alimentera tout à la fois une réforme plus large du secteur public, avec des répercussions importantes pour l'Afrique de l'Ouest.

## RECOMMANDATIONS

### Au nouveau président:

1. Elaborer une stratégie de sécurité nationale, dont un Livre blanc, pour identifier le rôle et le mandat des forces de sécurité et de défense et obtenir un consensus national autour de la réforme, y compris auprès des forces armées.
2. Entamer immédiatement des discussions avec les forces armées en vue :
  - a) d'un gel du recrutement et la réalisation, avec les bailleurs de fonds et l'apport technique de la Cédéao, d'un recensement exhaustif de l'armée comme première étape pour évaluer les besoins en ressources ;
  - b) de la démilitarisation des structures administratives, dont celles qui ont en charge le contrôle de la gouvernance de l'armée, à travers notamment une diminution du nombre d'officiers travaillant à l'Intendance et dans les autres structures dépendant du ministère de la Défense ;
  - c) du lancement d'un examen complet de la gestion des forces armées qui privilégiera la transparence, la restauration de la discipline et la clarification du statut juridique du personnel. La priorité doit aussi être donnée à l'amélioration de la gestion des stocks d'armes.
3. Protéger l'armée de toute manipulation politique en :
  - a) s'assurant que les nominations d'officiers supérieurs soient soumises aux recommandations des organes de réglementation tels que le Conseil national de la Défense, le ministère de la Défense et le commandement des forces armées ;
  - b) renforçant les capacités de contrôle civil avec un programme de formation des membres des principales institutions de contrôle ;
  - c) résistant à la tentation d'utiliser les forces armées à des fins partisans et en reconnaissant que toute tentative de les politiser porterait préjudice à l'institution ;
  - d) améliorant les conditions de service, afin de venir à bout du malaise des militaires et de la corruption qui sévit au sein de l'armée.

### A l'armée:

4. Continuer à soutenir en toute bonne foi les efforts de réforme et travailler en vue d'un engagement commun pour bâtir une force gérée de manière professionnelle.

5. Coopérer pleinement aux efforts visant à déterminer la taille réelle des forces armées et participer en toute bonne foi aux discussions pour déterminer leur taille future.
6. Participer pleinement aux efforts visant à rétablir la discipline et à mettre fin à l'injustice au sein des forces armées, notamment en renforçant les mécanismes d'enquête sur les cas de violence subie et/ou commise par des militaires.
7. Coopérer pleinement à tous les efforts du gouvernement pour mettre en place une gestion financière transparente ; donner la priorité à cette question de transparence dans la réforme de la gestion interne ; envisager à cette fin la création de deux grandes chaînes de commandement – l'une s'occupant des opérations, l'autre du soutien logistique - de manière à adapter la structure administrative aux besoins.

**A la Cédéao, aux principaux bailleurs de fonds et aux autres membres de la communauté internationale:**

8. La Cédéao et le Bureau des Nations Unies en Afrique de l'Ouest (Unowa) devraient faciliter une table ronde des bailleurs de fonds, avec la participation du nouveau président, pour discuter et établir le cadre d'un appui international à la RSS. Les pays donateurs doivent être conscients que la réforme de l'armée en Guinée sera une entreprise coûteuse et de longue haleine, mais porteuse de bénéfices considérables pour la Guinée et tous ses voisins.
9. Les pays européens, et en particulier la France, ainsi que les Etats-Unis devraient, en liaison avec la Cédéao, soutenir la mise en place d'une équipe militaire internationale de conseil et de formation pour donner des conseils stratégiques et opérationnels pour un programme de formation à long terme.
10. Tous les partenaires internationaux de la Guinée devraient :
  - a) appuyer les acteurs nationaux et régionaux afin de renforcer l'appropriation nationale de la RSS ;
  - b) donner la priorité à une bonne coordination des bailleurs afin que les militaires qui voudraient préserver leurs privilèges ne puissent monter ces derniers les uns contre les autres, comme cela s'est produit en Guinée-Bissau ;
  - c) conditionner leur soutien à la réforme aux progrès accomplis dans la lutte contre la mauvaise gestion financière au sein des forces armées et à la dépolitisation de leur gestion; aider à mettre en place des structures de gestion financière solides grâce à un déploiement d'experts internationaux ;

- d) soutenir le gouvernement démocratique contre toute tentative militaire de résister aux réformes, notamment en continuant à envoyer des signaux forts sur le caractère inadmissible d'une intervention militaire sur la scène politique et en indiquant clairement que toute tentative de faire dérailler le processus de réforme par le désordre sera sanctionnée. Si le nouveau président le demande, la Cédéao devra envisager d'offrir un soutien sécuritaire adapté afin de permettre au nouveau président de contrer les éventuels opposants à la réforme au sein des forces armées.

**Au Conseil de Sécurité de l'ONU:**

11. Etre conscient qu'une réforme de l'armée nécessitera, autant qu'elle la renforcera, la stabilité régionale, de prendre en compte l'état de la Guinée quand il faudra examiner le niveau de retrait de la mission de l'ONU au Liberia, en ralentissant ce processus si aucun progrès significatif n'a eu lieu en matière de réforme de l'armée en Guinée ou si la situation dans ce pays se détériore.

**Dakar/Nairobi/Brussels, 23 septembre 2010**

## GUINEE : REFORMER L'ARMEE

### I. INTRODUCTION

Une réforme des forces armées est essentielle pour résoudre les graves problèmes politiques de la Guinée. Depuis 1958, les régimes successifs ont utilisé l'armée à des fins politiques. Cela n'a pas seulement porté atteinte à son évolution en tant qu'institution professionnelle, mais cela a également fait d'elle une source d'instabilité politique. La réforme de cette armée, qui est réputée pour son indiscipline, ses violations des droits humains, ses querelles intestines et son refus de se soumettre à un pouvoir civil, représente un énorme défi.

Depuis son arrivée à la tête de l'Etat en décembre 2009, Sékouba Konaté a sécurisé sa position et démantelé une grande partie de la base du pouvoir de son prédécesseur, le chef de la junte Dadis Camara. Le nombre de soldats qui patrouillent dans les rues de Conakry a été considérablement réduit, tandis que les travaux de rénovation d'une caserne militaire de la capitale sont bien avancés. Le camp d'entraînement militaire Kaliah, tristement célèbre pour son rôle dans la formation de milices ethniques, a été fermé et ses dernières recrues dispersées.<sup>1</sup> Dadis Camara, qui vit maintenant en exil au Burkina Faso, bénéficie encore de soutiens au sein de l'armée et dans sa région d'origine, la Guinée forestière. Mais son influence est en déclin depuis les massacres de septembre 2009 et si ses hommes de main et lui constituent toujours de potentiels fauteurs de troubles, ils sont pour l'instant sous contrôle.

Au cours des dix dernières années, les effectifs des forces armées ont considérablement augmenté, passant de 10 000 personnes en 2001 à 45 000 en 2010, ce dernier chiffre devant cependant être manié avec précaution.<sup>2</sup> Cette crois-

sance est due à des opérations de recrutement formelles mais aussi informelles. Des promotions non réglementaires de masse ont abouti à une structure inversée, avec plus d'officiers que de soldats, et ont eu des conséquences sur le professionnalisme et le budget de la défense. L'indiscipline, la criminalité et l'impunité sont devenues courantes, tandis que les conditions de vie et de travail des militaires de base sont déplorables. Au fil des ans, peu a été fait pour promouvoir la compétence et fournir une formation en adéquation avec les grades. Par conséquent, les normes professionnelles se sont détériorées, ce qui alimente un sentiment de méfiance des civils à l'égard de l'armée.

Bien que la question d'une réforme des forces armées soit à l'ordre du jour depuis l'arrivée au pouvoir du général Lansana Conté en 1984, une attention nouvelle lui a été donnée grâce à la fenêtre d'opportunité créée par Sékouba Konaté en 2010, qui a suscité beaucoup d'intérêt à la fois au sein des forces armées et auprès de la communauté internationale. Conformément à l'article 3 de l'accord d'Ouagadougou du 15 janvier 2010, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a nommé le général Lamine Cissé à la tête d'une mission commune des Nations Unies, de l'Union africaine (UA) et de la Cédéao pour évaluer la réforme du secteur de sécurité (RSS).<sup>3</sup> Son rapport publié en mai 2010 constitue une bonne base pour un processus complet. Toutefois, il reste vague sur plusieurs questions, comme celle des effectifs et des finances. Si les autorités guinéennes actuelles ont exprimé leur soutien à une réforme de l'armée et aux conclusions du rapport de Cissé, le nouveau gouvernement démocratique issu du processus électoral actuel devra formuler sa propre réponse.

<sup>1</sup> Entretiens de Crisis Group, officier supérieur, Conakry, février 2010; activiste de la société civile, Forecariah, mai 2010.

<sup>2</sup> Ces chiffres ont été donnés à Crisis Group par la commission inter-armée de réflexion sur la restructuration des forces armées, Conakry, février 2010. Ces chiffres sont similaires à ceux du *Rapport d'Evaluation du Secteur de la Sécurité en République de Guinée*, Mission conjointe de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest, de l'Union Africaine et de l'Organisation des Nations Unies pour la Réforme du secteur de la sécurité en République de Guinée, mai 2010. Ils doivent être cependant maniés avec prudence, les forces armées ayant

intérêt à gonfler les chiffres, le montant des fonds internationaux RSS qu'elles pourraient recevoir étant susceptible d'être lié à leurs effectifs. Cependant, la croissance au cours de la dernière décennie ne fait aucun doute. Entretiens de Crisis Group, chercheurs pour le rapport cité, Conakry et Dakar, mai 2010.

<sup>3</sup> Entretiens de Crisis Group, Général Lamine Cissé, Conakry, février 2010. L'accord d'Ouagadougou, signé en janvier 2010 après le tir contre Dadis Camara en décembre 2009, a créé le gouvernement et les institutions de transition en Guinée, et a nommé Sékouba Konaté chef de l'Etat intérimaire.

Il est possible qu'il essaie d'imposer sa propre vision de la RSS aux acteurs nationaux et internationaux et résiste aux changements visant à améliorer la transparence financière. Le nouveau président sera dans tous les cas confronté à des dilemmes difficiles – il voudra préserver l'armée, mais ne devra pas manquer l'occasion de lui imposer un contrôle civil et une bonne gestion financière. La communauté internationale voudra que les efforts aillent au-delà de l'amélioration des conditions matérielles des forces armées et portent sur la définition de la place de l'armée dans un nouveau régime démocratique. Une réforme du secteur de la sécurité ne doit pas uniquement chercher à mettre fin au malaise qui sévit dans l'armée. Mais elle doit aussi reformuler la relation entre les forces armées et le pouvoir civil et contribuer ainsi à résoudre les dysfonctionnements de la dynamique politique du pays.

Jusqu'à présent, l'armée n'est pas intervenue dans le délicat processus électoral en cours. Néanmoins, la méfiance à l'égard du pouvoir civil reste largement répandue en son sein. Si le processus électoral dérape, il est à craindre que l'armée revienne dans le jeu politique et repousse encore la transition. Ce qui pourrait avoir des conséquences très négatives. Durant les trois premières semaines de septembre, des tensions ont resurgi autour du report du second tour de la présidentielle, initialement prévu le 19 septembre. Ces tensions ont débouché sur des affrontements entre partisans des deux candidats au second tour, Cellou Dalein Diallo et Alpha Condé. Les affrontements du 12 septembre ont poussé le gouvernement à interdire les rassemblements politiques.<sup>4</sup>

Ce rapport se concentre sur les forces armées, qu'il s'agisse de l'armée de terre ou de plus petites composantes (la marine, l'armée de l'air et la gendarmerie). Mais une refonte de l'ensemble de l'appareil de sécurité est indéniablement nécessaire. La prise en compte de la police est un volet indispensable de tout RSS réussi. Après des années de régime militaire de fait, la police se sent marginalisée. Comme de nombreux membres des services publics guinéens, les policiers ont un moral très bas et sont généralement perçus comme des gens corrompus. Si ce rapport se concentre surtout sur l'armée, cela est dû à son fort pouvoir potentiel de déstabilisation, tant en Guinée que dans la sous-région, ce qui rend la réussite de sa réforme d'autant plus urgente. Ce rapport met en lumière l'évolution de l'armée tout au long du règne des

trois dirigeants successifs de la Guinée indépendante, et l'importance de ces trois époques pour les efforts actuels de réforme. Il dresse ensuite un état des lieux de l'armée actuelle et dans une moindre mesure des autres forces de sécurité, en prenant en compte le recrutement, l'indiscipline, l'impunité, les factions, les relations avec les civils et la vie quotidienne de la troupe. Enfin, il considère les efforts à faire pour réformer l'armée et montre le chemin à prendre pour faire de cette réforme un succès.

---

<sup>4</sup> Ces affrontements ont fait un mort et de nombreux blessés de part et d'autre. Voir "présidentielle en Guinée: regain de violence à Conakry", Radio France Internationale (RFI), 12 septembre 2010. Le 18 septembre, Alpha Condé, favorable à un report afin de régler le problème de la logistique électorale a déclaré, sur cette même antenne, qu'une élection mal organisée pourrait donner un argument à l'armée pour se maintenir au pouvoir.

## II. L'ARMEE DEPUIS SÉKOU TOURE JUSQU'À L'ÈRE DU CNDD

### A. LES ANNÉES SEKOU TOURE

#### 1. L'armée et la nation révolutionnaire

Les forces armées guinéennes ont été officiellement créées le 1er novembre 1958 au lendemain du retrait de la France. La majeure partie de la force initiale a été formée avec des officiers guinéens qui servaient dans l'armée coloniale française. Placées sous la direction du capitaine Noumandian Keita, les nouvelles forces armées étaient destinées à devenir une institution moderne, et à accompagner les premiers pas plein d'espoir du pays en tant que nation.<sup>5</sup>

Cependant, le retrait brutal des forces françaises n'a pas permis une transition en douceur. Des officiers à la retraite, qui ont servi dans l'armée coloniale puis dans la nouvelle armée guinéenne, ont estimé que ce retrait avait eu plusieurs conséquences. D'abord, en détruisant les archives et des installations de loisirs et de formation, les Français ont privé le pays des infrastructures nécessaires au lancement rapide de la nouvelle armée. Ensuite, la rupture brutale avec les Français a conduit à un changement radical dans l'orientation militaire de la Guinée, puisqu'elle a dû se tourner vers le bloc de l'Est pour former et équiper sa nouvelle armée.<sup>6</sup>

L'important soutien du bloc de l'Est, et particulièrement de l'ex-URSS, de la Tchécoslovaquie, de la Bulgarie et de l'Allemagne de l'Est, a permis à Sékou Touré d'entamer une modernisation rapide des forces armées.<sup>7</sup> Des échanges d'armes contre de la bauxite lui ont permis d'accumuler des armes et des équipements modernes. L'infanterie relativement compétente, qui a ainsi été formée, a permis de repousser en 1970 une attaque armée contre Conakry, menée par des dissidents soutenus par le Portugal, alors que des milices civiles auraient, selon des témoignages, joué un rôle important dans cette opération.<sup>8</sup> Les forces aériennes étaient également bien équipées par rapport à

leurs homologues de l'Union de la rivière Mano, tels que la Sierra Leone et le Liberia. Elles possédaient une importante flotte d'avions de combat et d'avions militaires avec des pilotes qualifiés et des parachutistes. A la suite de la formation de ses premiers officiers par l'URSS en 1973, la marine a elle été équipée avec des bateaux de surveillance et des barges de débarquement fournis par la même source.

L'idée première de Sékou Touré était de former une armée révolutionnaire, moteur du développement social et économique du pays. Des bataillons spéciaux ont été créés dans ce but et, à partir de 1961, de jeunes officiers ont été envoyés dans les pays du bloc de l'Est pour recevoir une formation en génie civil et mécanique, en aéronautique et en agronomie. Deux unités de génie civil pour la construction de route et de bâtiments ont ainsi été mises sur pied. Entre 1962 et 1997, l'unité Génie Routes a bâti plusieurs réseaux routiers et des ponts. L'unité Génie Bâtiment, soutenu par les pays du Pacte de Varsovie, a construit des casernes, des bâtiments administratifs et des industries, dont l'usine militaire de Conakry (UMC), installée au camp Alpha Yaya à Conakry, qui a produit entre 1965 et 1984 environ 250 vêtements militaires et civils par jour et 180 000 paires de chaussures par an.<sup>9</sup>

Les forces armées prenaient aussi une part active au développement agricole avec une unité de génie agricole appelée Génie Rural. En 1970, des bataillons de production agricole ont été créés dans les quatre régions militaires de Kindia, Labé, Kankan et Nzérékoré. Ils étaient composés de 56 brigades mécanisées, investies dans les cultures du riz, de la banane, de la tomate et du café, pour la commercialisation et l'écoulement desquels une entreprise militaire agricole a été créée.<sup>10</sup> Sékou Touré a encouragé le recrutement et la promotion des femmes dans les forces armées en particulier au sein de la gendarmerie, avec cependant un succès partiel. Dans les années 60 et 70, les femmes constituaient environ 10% des effectifs de la gendarmerie, tandis que certaines servaient dans l'armée comme infirmières ou opératrices radio.

Les forces armées de Sékou Touré ont été fortement influencées par sa vision panafricaniste. La Guinée a soutenu des mouvements de libération et a été une terre d'accueil pour les combattants de l'indépendance et les dissidents, parmi lesquels Amilcar Cabral, de la Guinée Bissau voi-

<sup>5</sup> Voir « Spécial cinquantenaire des forces armées guinéennes », *Honneur & Patrie*, ministère de la Défense, novembre 2008.

<sup>6</sup> La plupart des officiers guinéens en service et à la retraite auxquels Crisis Group a parlé étaient d'avis que les Français avaient tout détruit y compris les archives. Entretien de Crisis Group, responsables, bureau des anciens combattants, Conakry, février 2010, et officier supérieur, Conakry, février 2010. Cependant, il faut relever que certains historiens estiment que Sékou Touré a exagéré l'ampleur des dégâts causés par les Français lorsqu'ils sont partis, dans le cadre de sa stratégie de construction d'une nation.

<sup>7</sup> Entretien de Crisis Group, général retraité et ancien ministre du CMRN, Conakry, février 2010.

<sup>8</sup> Entretien de Crisis Group, colonel, Conakry, février 2010.

<sup>9</sup> Entretien de Crisis Group, commandant retraité, Conakry, février 2010. Voir aussi *Honneur & Patrie*, ministère de la Défense, novembre 2008, op.cit.

<sup>10</sup> Entretien de Crisis Group, colonel, Etat-major de l'armée de terre, Conakry, février 2010. Caporal, région militaire de Kindia, février 2010. Cette mobilisation de l'armée dans le développement agricole rappelle la stratégie de la rébellion révolutionnaire de Guinée-Bissau (alors Guinée portugaise) et pourrait avoir été influencée par la présence à Conakry du leader rebelle bissau-guinéen Amilcar Cabral, qui était agronome.

sine, dont le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC) avait son siège et sa base navale à Conakry.<sup>11</sup> La Guinée de Touré est intervenue dans plusieurs pays africains pour soutenir les mouvements de libération et les gouvernements considérés comme acquis à la cause « révolutionnaire ».

De juillet 1960 à février 1961, un bataillon guinéen a pris part à une mission internationale de l'ONU de maintien de la paix dans l'ancien Congo belge (devenue République démocratique du Congo, RDC) pour soutenir le Premier ministre Patrice Lumumba contre une menace sécessionniste.<sup>12</sup> Des contingents militaires ont été aussi envoyés dans le cadre d'un accord bilatéral en Sierra Leone en 1971, au Bénin en 1977 et au Liberia en 1979 pour aider à stabiliser des régimes que Sékou Touré considérait comme panafricanistes ou socialiste.

Les premières années, l'armée a ainsi fait partie intégrante de la nation révolutionnaire de Sékou Touré, en étant impliquée dans des projets de base, en ayant des liens avec d'autres pays socialistes et en participant à la lutte contre l'impérialisme à travers le continent.

## 2. Renforcement du contrôle politique

Les coups d'Etat de la fin des années 1960 dans la région ont marqué un tournant pour les forces armées guinéennes. Sékou Touré a assisté à la chute de deux de ses proches alliés socialistes: Kwame Nkrumah au Ghana en 1966 et Modibo Keita au Mali en 1968.<sup>13</sup> Ces événements l'ont ébranlé. En 1968, il a déclaré, provoquant, qu'il n'y aurait jamais de coup d'Etat en Guinée, mais il a ensuite réajusté son idéologie révolutionnaire à l'égard de l'armée et a de plus en plus usé de la terreur, des divisions ethniques, du clientélisme et de toutes nouvelles formes de surveillance populaire « révolutionnaire » pour avoir les forces armées complètement sous son contrôle.<sup>14</sup>

Des cellules du parti au pouvoir, le Parti démocratique de Guinée (PDG), appelées Comités d'unité militaire (CUM), ont été créées dans les casernes du pays pour surveiller le personnel en service et signaler tout comportement anti-révolutionnaire. Elles étaient conduites principalement

par des officiers de grade peu élevé, désignés par un vote populaire au sein des casernes. Outre leur rôle de renseignement, les CUM avaient aussi une influence sur le recrutement, les promotions et l'accès aux privilèges des officiers. Les membres des forces armées étaient automatiquement considérés comme des « militants en armes » du PDG. Un « centre de perfectionnement » a été créé au camp Alpha Yaya pour constituer une sorte de point de transit pour les jeunes officiers formés à l'étranger et leur inculquer la doctrine révolutionnaire. L'importance donnée à la politique partisane dans les casernes a mis à mal le respect de la hiérarchie. Les militaires s'appelaient entre eux « camarade », indépendamment des différences de grades, une pratique encore utilisée par quelques officiers âgés.

En 1971, Sékou Touré a lancé une structure de commandement officielle pour les milices civiles créées au cours des années 1960.<sup>15</sup> Cette force milicienne a été le bras armé du parti et a joué le rôle de chien de garde pour l'armée. Elle a été armée et plusieurs de ses éléments ont été formés à Cuba. La police secrète a aussi joué un rôle important pour prévenir les mouvements contre-révolutionnaires, en surveillant le comportement et les mouvements des personnels de sécurité et des civils. Ces structures de sécurité dont les rôles se chevauchaient ont affaibli la structure de commandement des forces armées et entamé leur monopole sur l'usage des armes.

Par ailleurs, Sékou Touré a procédé à des purges et maltraité les corps des officiers pour démoraliser les adversaires potentiels et éliminer les menaces réelles ou imaginaires contre son régime. Des officiers qui étaient relativement instruits et compétents ont été accusés à tort de trahison et de sabotage et beaucoup ont été exécutés au camp militaire, de sinistre mémoire, de Boiro, dans le centre de Conakry, ainsi que dans d'autres lieux de détention.<sup>16</sup> Le « complot » Kaman-Fodéba, en 1969, a été l'une des affaires les plus importantes.<sup>17</sup> Le père fondateur de l'armée guinéenne, Noumandian Keita, a lui été accusé d'avoir soutenu l'incursion appuyée par les Portugais de 1970 et exécuté. En ciblant l'élite de l'armée, le président a affaibli le corps des officiers et découragé la mobilité ascendante

<sup>11</sup> Voir Alexis Arieff, "Still standing: neighbourhood wars and political stability in Guinea", *The Journal of Modern African Studies*, septembre 2009.

<sup>12</sup> Entretien de Crisis Group, général retraité et membre du contingent militaire envoyé au Congo, Conakry, mai 2010.

<sup>13</sup> Nkrumah a passé le reste de sa vie en exil à Conakry.

<sup>14</sup> Voir Keita Koumandien, *Guinée 61: l'Ecole et la Dictature*, Paris, 1984, p.79 ; Bah Tierno Siradou, 2002, *Kobélé épinglé - Réfutations du livre de Sidiki Kobélé Keita - Des Complots Contre la Guinée de Sékou Touré (1958-1984)*, Editions Soguidip, Conakry. Cette analyse a aussi été alimentée par des entretiens de Crisis Group avec des officiers supérieurs d'active et des officiers retraités.

<sup>15</sup> L'Etat-major de la malice nationale (EMMN) a été créé en 1971 mais le recrutement de masse a commencé en 1972. En dehors de la milice nationale, il y avait aussi des milices dans les quartiers qui étaient pour la plupart bénévoles. Entretien de Crisis Group, leader de la société civile, Conakry, février 2010, général retraité et ancien ministre de la Défense, février 2010.

<sup>16</sup> Voir Lt. Colonel Camara Kaba, *Dans la Guinée de Sékou Touré : Cela a bien eu lieu* (Paris, 1998); Alsény René Gomez, *Camp Boiro : Parler ou Périr* (Conakry, 2007), et "Interview: Colonel Facinet Touré, ancien ministre", *GuinéeNews*, 29 mars 2010. Entretien de Crisis Group, leader de la société civile, Conakry, février 2010.

<sup>17</sup> Voir Kindo Touré, *Unique Survivant du 'Complot Kaman-Fodéba'*, Paris 1987.

dans les rangs. Le vide qui en a résulté a été difficile à combler par la suite.

Sékou Touré a maintenu une grande partie des forces armées dans la pauvreté. Les conditions de service étaient déplorables, même pour les gradés. Les officiers supérieurs vivaient de maigres rations et ont vu leurs privilèges et leurs allocations familiales réduites au fil du temps. Les soldats de tous grades ont dû trouver d'autres activités pour compléter leurs rations, et ont souvent été réduits à travailler soit dans les fermes d'Etat ou dans de petits projets agricoles.<sup>18</sup> Un officier à la retraite raconte que les officiers effectuaient des travaux agricoles étant donné que toutes les autres activités militaires, comme par exemple les entraînements, étaient considérées comme potentiellement subversives.<sup>19</sup>

Un programme de défense civil a été lancé sous le fameux slogan « le peuple en armes ». Au lendemain de l'attaque du 22 novembre 1970 soutenue par les Portugais, le régime a distribué des armes et des munitions à la population.<sup>20</sup> Tout en maintenant les citoyens dans un état de mobilisation permanent, ce programme visait à parer à toute attaque contre le régime, que ce soit un coup d'Etat ou une agression étrangère, en brandissant la perspective d'une résistance populaire. Sékou Touré a ainsi non seulement créé une force rivale à l'armée mais a aussi militarisé l'ensemble de la société. Un ancien général et ministre de la Défense a affirmé que les Guinéens ont « vécu avec les armes pendant des décennies », une partie des armes distribuées pendant la révolution n'ayant jamais été retrouvées.<sup>21</sup>

En dépit de sa rhétorique nationaliste et populiste, Sékou Touré a usé de liens clientélistes avec son groupe ethnique malinké pour assurer son contrôle sur les forces de sécurité. Les Malinkés étaient majoritaires dans les rangs à l'époque, et certains officiers supérieurs malinkés jouissaient de privilèges exceptionnels. Les frères de Touré, Siaka et Ismaël, ont contribué à ce phénomène. Toutefois, les conséquences du traitement préférentiel qu'avaient certains officiers malinkés ont été en partie atténuées par la force numérique des Malinkés sur le plan national; le favoritisme ethnique a été aussi amorti par l'accent mis sur l'idéologie partisane au sein des forces armées.<sup>22</sup>

L'existence de structures armées aux rôles similaires a permis à Sékou Touré d'utiliser de multiples groupes armés pour assurer sa sécurité personnelle. Il a également décidé de maintenir une garde présidentielle pléthorique, et après l'attaque du 22 Novembre 1970 contre Conakry, il a mobilisé les étudiants de l'université Abdel Nasser pour garder sa résidence.<sup>23</sup> Des instructeurs militaires cubains présents pour former la milice nationale ont aussi certainement fourni une sécurité présidentielle supplémentaire.<sup>24</sup> L'existence de multiples groupes armés a permis de maintenir une armée relativement petite et peu coûteuse.

A sa mort, en 1984, Sékou Touré a laissé une armée à la fois relativement respectueuse des lois et bien équipée, mais aussi largement démoralisée et en partie appauvrie. En malmenant la culture du mérite, de la discipline et de la neutralité politique, il a sapé la base institutionnelle du professionnalisme. Il a également coopté les forces armées pour assurer la protection présidentielle, confondant la défense du pays avec celle de sa propre sécurité. Si cette confusion est assez courante en Afrique de l'Ouest, elle était associée en Guinée à la paranoïa de Touré et à la culture du complot et des procès-spectacle qui a caractérisé son règne.

La création de multiples structures militaires concurrentes et le traitement réservé aux officiers ont détruit le moral de l'armée et semé les graines de la méfiance entre le pouvoir civil et militaire. Il a également fait des forces armées une institution moins attrayante aux yeux des jeunes. Ce sont en grande partie le ressentiment entre militaires et la défiance vis-à-vis du pouvoir civil, qui ont permis l'ascension de Conté et donné la possibilité à ce dernier de démonter la base du pouvoir civil de son prédécesseur.

## B. LES ANNÉES CONTÉ

### 1. L'armée au pouvoir

Le général (alors colonel) Lansana Conté est arrivé au pouvoir par un coup d'Etat sans effusion de sang, à la mort soudaine de Sékou Touré aux Etats-Unis le 2 avril 1984. Le choix au sein de l'armée de Lansana Conté (qui était un Soussou) comme chef de la junte (appelée Comité militaire de redressement national, CMRN), a été guidé

<sup>18</sup> Sur cette période, entretiens de Crisis Group, colonel et ancien membre de CUM, Kindia, mai 2010, officier militaire retraité, Conakry, février 2010. Voir aussi Barry Mamadou Aliou, *L'armée guinéenne: Comment et pour quoi faire?*, Paris, 2009.

<sup>19</sup> Entretien de Crisis Group, général retraité, Conakry, mai 2010.

<sup>20</sup> Voir Alexis Arieff, op.cit.

<sup>21</sup> Entretien de Crisis Group, février 2010.

<sup>22</sup> Entretien de Crisis Group, colonel retraité, Conakry, février 2010. L'ethnie des Malinkés et celle des Peul représentent chacune environ 40% de la population et entretiennent une certaine

rivalité historique. Sékou Touré a en particulier persécuté les Peul dont beaucoup ont quitté la Guinée, formant le noyau de la diaspora.

<sup>23</sup> L'un de ces étudiants, aujourd'hui colonel dans l'armée, a affirmé qu'ils étaient armés avec des carabines 44 rifles et recevaient des paquets de cigarettes pour rester vigilants. Entretien de Crisis Group, colonel, février 2010.

<sup>24</sup> Entretiens de Crisis Group, colonel retraité, Conakry, février 2010. Colonel retraité et ancien membre de CUM dans la région militaire de Kindia, Conakry, mai 2010.

autant par le désir d'apaiser les craintes des non-Malinkés au sein des forces de défense et de sécurité que par son grade d'officier supérieur.<sup>25</sup> Ancien soldat de l'armée coloniale française, il était un produit typique de la politique de Sékou Touré. Illettré, selon les témoignages, au moment du coup d'Etat, il avait gravi les échelons grâce aux programmes révolutionnaires de Touré, en participant notamment aux opérations pro-PAIGC dans les années 1970. Il faisait partie des quelques officiers supérieurs qui avaient échappé aux purges de Sékou Touré.

Neuf officiers de divers contingents stationnés aux camps Samory et Alpha Yaya, et de l'armée de l'air ont mené le coup d'Etat.<sup>26</sup> Si la méfiance généralisée et la rivalité caractérisaient les différences forces de sécurité et de défense au moment du putsch, la classe politique était également profondément divisée à propos du choix du successeur de Sékou Touré. Le coup d'Etat est donc venu en partie de l'incapacité de la classe politique à gérer la crise de succession. Marquant la fin de l'ère Sékou Touré, et se déroulant sans perte humaine, le coup d'Etat a été bien accueilli à la fois par les forces armées et la population en général.

Une fois au pouvoir, Conté a interdit le PDG et plusieurs de ses structures, y compris les CUM, et a dissout la milice nationale, intégrant une majorité de ses membres dans l'armée et la police. Il a aussi supprimé le Génie Rural, et a amélioré les conditions de vie et de travail des forces armées. Les salaires et les rations ont été augmentés, de nouveaux uniformes ont été distribués.<sup>27</sup> Au cours de ses premières années au pouvoir, les infrastructures ont été améliorées dans les casernes, au ministère de la Défense et au quartier général de l'armée, installé dans le camp militaire Samory, que Conté utilisait comme base opérationnelle et bureau personnel.

Conté a diversifié les relations internationales de la Guinée en renforçant la coopération militaire avec la France, les États-Unis, la Chine, l'Allemagne et un grand nombre de pays africains. Ces liens ont permis aux officiers guinéens d'être formés dans de prestigieuses académies militaires étrangères, comme l'école militaire Saint-Cyr en France. Au milieu des années 1990, Conté a tenté une amélioration plus radicale des conditions de service, mais lorsque ces modifications ont été rendues publiques par le journal *Le Lynx*, elles ont suscité de nombreuses réactions auprès du public, préoccupé par les implications budgétaires de

telles réformes, et n'ont jamais été complètement mises en œuvre.<sup>28</sup>

Il est cependant bientôt apparu derrière les bonnes intentions apparentes de Conté vis-à-vis des forces armées, des idées de politisation et d'enrichissement personnel. Contrairement à la marginalisation et même à la victimisation dont elles avaient fait l'objet de la part de son prédécesseur, les forces armées ont été utilisées par Conté, qui a fait toute sa carrière au sein de l'armée, pour consolider son pouvoir. Il a acheté le soutien d'officiers supérieurs contre des nominations politiques et l'accès aux ressources de l'Etat.

Les structures politiques et administratives du pays ont été militarisées, des officiers supérieurs étant nommés ministres, gouverneurs et préfets. Ont été créés, pour donner aux officiers un accès aux ressources, des postes et des unités spéciales, dont l'unité de distribution de carburant qui a été à la base de l'ascension rapide de Dadis Camara, arrivé au pouvoir en 2008. Les officiers étaient sans cesse déplacés de poste en poste pour assurer une rotation des situations financièrement avantageuses, au détriment de la stabilité institutionnelle. Les officiers supérieurs ont aussi eu la possibilité de s'enrichir de manière illicite à travers l'accès à des marchés publics et des accords commerciaux. Un officier à la retraite et ancien ministre de Conté a décrit les forces armées de l'époque comme une «armée des affaires».<sup>29</sup>

Tout comme les putschs de la fin des années 1960 dans les pays voisins avaient eu des répercussions sous Sékou Touré, le coup d'Etat manqué de 1985 contre le régime de Conté, dirigé par le numéro deux du CMRN, le colonel Diarra Traoré, a eu un impact important sur l'évolution de l'armée. Conté a mené une violente répression en exécutant des officiers supérieurs puis a modifié la composition ethnique de l'armée. Les officiers malinkés, qui étaient alors majoritaires et dont certains ont été impliqués dans le coup d'Etat manqué, ont été marginalisés. Les civils malinkés ont également été ciblés, notamment par des groupes d'autodéfense publiquement encouragés par Conté.

Par la suite, Conté a favorisé un recrutement et des promotions non réglementaires d'officiers soussou, ce qui a conduit à leur force numérique actuelle au sein des forces armées.<sup>30</sup> Il a également donné aux Soussou un accès privilégié aux opportunités d'affaires et a favorisé la promotion d'officiers originaires de Guinée forestière pour

<sup>25</sup> Entretien de Crisis Group, officier retraité et ancien membre du CMRN, Conakry, février 2010.

<sup>26</sup> Entretien de Crisis Group, général retraité et un des leaders du coup d'Etat, Conakry, mai 2010.

<sup>27</sup> Entretien de Crisis Group, colonel, région militaire de Kankan, février 2010.

<sup>28</sup> L'éditeur du *Lynx* a été arrêté et emprisonné pendant trois semaines pour avoir publié le décret détaillant les avantages et salaires de l'armée. Voir le "*Lynx No 210*", 25 mars 1996. Entretien de Crisis Group, éditeur du *Lynx*, Conakry, février 2010.

<sup>29</sup> Entretien de Crisis Group, ex-ministre, Conakry, février 2010.

<sup>30</sup> Entretien de Crisis Group, colonel, Conakry, février 2010.

contrecarrer la position avantageuse des Malinké dans l'armée.<sup>31</sup> Bien que ce favoritisme ethnique ne soit pas allé aussi loin que dans d'autres pays ouest-africains, et que les officiers malinké pouvaient toujours faire facilement carrière, il a mis à mal la culture du mérite et donné naissance à des griefs à connotation ethnique au sein des forces armées.

Le processus de démocratisation des années 1990 a été l'occasion pour Conté de se « civiliser » et de participer officiellement à la politique de parti, mais il n'a pas fondamentalement modifié la nature militarisée de la gouvernance, et des officiers ont continué à avoir beaucoup d'influence.<sup>32</sup> En 1993, un officier supérieur de la junte a quitté l'armée pour se présenter à l'élection présidentielle contre Conté. Même s'il a perdu, cet exemple montre à quel point la politique civile était loin d'être indépendante de la sphère militaire.<sup>33</sup> Conté a créé le poste de Premier ministre, mais, en invoquant le prétexte de la défense de la sécurité nationale, il a empêché ceux qui occupaient le poste de jouer un rôle dans la gouvernance des forces armées.

Les discussions concernant la défense et la sécurité, y compris le budget de la Défense, étaient le monopole exclusif de Conté et de sa coterie d'officiers supérieurs, rendant superflues les institutions de contrôle comme le Conseil de la défense nationale (CND) et la Commission de défense parlementaire (CND).<sup>34</sup> Conté supervisait directement les promotions, les affectations, les salaires et les avantages.<sup>35</sup> Il a été et est resté un militaire, ce qui a orienté toutes ses méthodes de gouvernance. Un ancien ministre et général qui a servi sous le régime de Conté a dit que ce dernier avait, à plusieurs reprises, dit clairement que les forces armées étaient selon lui nécessaires pour superviser et contrôler le pouvoir politique en Guinée.<sup>36</sup>

## 2. Mutineries et guerres régionales

La manière dont Conté s'est appuyé sur des officiers supérieurs, en particulier ceux de son ethnie, pour consolider la base de son pouvoir, tout en omettant de fournir des ressources pour le reste de l'armée, a généré des frustra-

tions et, parfois, des réactions violentes. La majorité des soldats qui ont été blessés alors qu'ils participaient à des missions régionales de maintien de la paix au Liberia et en Sierra Leone n'auraient jamais reçu la compensation à laquelle ils pensaient avoir droit.<sup>37</sup> Comme le favoritisme ethnique, cette situation a engendré des frustrations qui ont finalement abouti à une série de mutineries.

Les 2 et 3 février 1996, des officiers de rang moyen ont pris en otage Conakry pendant deux jours. Ils ont détruit le dépôt d'armes du camp Alpha Yaya, pris des armes, tiré des coups de feu dans les rues, bombardé et assiégé le palais présidentiel. Ils ont aussi pris d'assaut la radio et la télévision nationale et semé le chaos dans la capitale entraînant des morts.<sup>38</sup> Cependant, sans objectifs clairs, la mutinerie a finalement tourné court. Le pouvoir a réagi en accusant 87 officiers et soldats de comploter pour le renverser; six autres n'ont pas été accusés et jugés mais ont quitté l'armée à la suite de la mutinerie. Cinquante ont été déclarés non coupables, mais ont quitté plus tard les forces armées. Les 37 restants ont été reconnus coupables et si certains ont été incarcérés, d'autres ont réussi à fuir le pays.<sup>39</sup> Aucun n'a été exécuté.<sup>40</sup>

La mutinerie, comme la tentative de coup d'Etat de 1985, a donné à Conté une nouvelle occasion d'éliminer et de marginaliser les sous-officiers non soussou. Des troubles et des manifestations similaires ont eu lieu en 2005, 2006 et 2007. Pas plus tard qu'en mai 2008, de jeunes officiers se sont soulevés pour exiger l'amélioration des conditions de service. Lancées par des officiers de rang moyen et subalternes, ces mutineries sont devenues un moyen pour protester contre l'injustice et les mauvaises conditions de service.<sup>41</sup> Les mutineries ont mis en évidence un manque de respect des règles, et une indiscipline et insubordination croissantes.

Les conflits dans les pays voisins des années 1990, et les attaques le long de la frontière sud, en 2000-2001, par des rebelles au service de Charles Taylor, ont eu des conséquences importantes sur les institutions de défense et de sécurité. Dès le début, le gouvernement Conté a été très

<sup>31</sup> Entretien de Crisis Group, général retraité, Conakry, février 2010; haut fonctionnaire, Conakry, février 2010.

<sup>32</sup> Voir Soumah Maligui, *Guinée, de Sékou Touré à Lansana Conté*, l'Harmattan, Paris, 2004.

<sup>33</sup> Entretien de Crisis Group, ex-ministre, Conakry, 27 mai 2010.

<sup>34</sup> Entretien de Crisis Group, ex-Premier ministre, Conakry, janvier 2010.

<sup>35</sup> Entretien de Crisis Group, homme d'affaires et proche du président Conté, Conakry, février 2010.

<sup>36</sup> Entretien de Crisis Group, général retraité et ex-ministre, Conakry, février 2010. Il faut aussi noter que Conté, dans ses dernières années au pouvoir, a travaillé à la caserne principale au centre de Conakry, plutôt que dans les bureaux de la présidence, preuve à la fois d'un sentiment d'insécurité personnelle et de fort attachement à l'armée.

<sup>37</sup> Entretien de Crisis Group, colonel et ancien officier commandant d'un bataillon guinéen stationné au sud de la Sierra Leone, Conakry, février 2010. Les familles de ceux qui ont été tués dans ces missions ont vécu la même chose.

<sup>38</sup> Entretien de Crisis Group; officier impliqué dans la mutinerie de 1996; journaliste, Conakry, février 2010. Voir aussi Soumah Maligui, op.cit.

<sup>39</sup> A l'exception de ceux qui sont morts dans l'intervalle, d'autres qui avaient été limogés de l'armée ont été réintégrés dans l'armée par Sékouba Konaté en février 2010.

<sup>40</sup> Entretien de Crisis Group, officier supérieur et ex-accusé, Conakry, février 2010.

<sup>41</sup> Entretien de Crisis Group, officier retraité et organisateur de la mutinerie de 1996, Conakry, février 2010.

impliqué dans ces guerres, à travers son appui au principal groupe libérien opposé à Charles Taylor - Ulimo (devenu plus tard Lurd). Les attaques de 2000 et 2001 contre la Guinée, soutenues par Taylor, avaient en partie pour objectif de mettre fin à ce soutien.

Entre 1989 et 1998, l'armée guinéenne est intervenue dans les conflits au Liberia et en Sierra Leone dans le cadre du contingent régional de maintien de la paix Ecomog. En outre, entre juin 1998 et mars 1999, les forces armées guinéennes ont défendu Nino Viera lors de la guerre civile en Guinée-Bissau, à nouveau sous couvert de la Cédéao. Les attaques des proches de Taylor aussi bien en Guinée forestière que dans la zone frontalière vers Forecariah<sup>42</sup> ont eu d'importantes conséquences sur l'économie du pays, puisque une grande partie du budget national est allée à l'effort de guerre.<sup>43</sup> Les conflits ont également entraîné des pertes pour les forces armées, à la fois en termes humains et matériels.

Le conflit de 2000-2001 avec les hommes de Charles Taylor a mené le pays au bord de la faillite, Conté ayant été obligé d'acheter un large éventail d'armes, dont des chars de combat, des véhicules blindés, des hélicoptères et d'autres équipements fournis par la Roumanie. Il a aussi recruté et armé des volontaires pour lutter aux côtés de l'armée régulière. Parmi les 10 500 jeunes volontaires, 3 500 ont ensuite été enrôlés dans l'armée régulière, les 7 000 autres, qui n'ont jamais été soumis à un processus officiel de désarmement, sont maintenant dispersés dans toute la région avec une grande concentration à Nzérékoré, la capitale de la région sud-est qui partage des frontières avec le Liberia, la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire.<sup>44</sup>

Cette période de troubles et de participation de l'armée guinéenne dans les phases finales de la guerre civile au Liberia a été déterminante pour la suite de l'évolution des forces armées sous Conté. Les standards professionnels se sont dégradés rapidement, tandis que l'indiscipline, la criminalisation, l'impunité et le manque de transparence ont augmenté. Des vagues de recrutement non réglementé ont fait des forces armées un point de chute pour les jeunes enclins à la criminalité et les enfants en échec scolaire d'officiers supérieurs et de politiciens. Plusieurs interlocuteurs ont confirmé que les membres immédiats de la famille de Conté, dont sa femme et ses fils, faisaient des

recrutements directement dans le groupe ethnique soussou.<sup>45</sup> Un commandant a affirmé que «les forces armées étaient devenues une pouille pour les délinquants».<sup>46</sup>

Ces recrutements ont été accompagnés de promotions, qui ont abouti à un nombre disproportionné d'officiers. Selon un ex-ministre du régime de Conté, celui-ci donnait l'ordre, dès qu'il y avait des problèmes ou des tensions au sein des forces armées, d'accorder des promotions à tous les militaires, même si certaines des promotions promises ne se concrétisaient pas toujours.<sup>47</sup> Par conséquent, la structure pyramidale normale des forces armées a été inversée, avec une estimation de deux officiers pour chaque soldat. Aujourd'hui, de jeunes lieutenants servent comme chauffeurs dans l'armée.<sup>48</sup>

En outre, Conté s'est servi des forces armées pour réprimer l'opposition populaire, en tuant et en emprisonnant des civils et des opposants politiques. En juin 2006, l'armée a réprimé des émeutes d'étudiants, faisant seize morts. Le 22 janvier 2007, elle a tiré sur des manifestants sur le pont du 9 Novembre à Conakry tuant plus de 100 personnes. Le 9 février 2007, elle a violemment réprimé une manifestation, faisant plusieurs morts.<sup>49</sup> Elle a aussi participé à des exactions massives contre les civils, comme des viols et des pillages.<sup>50</sup>

### 3. Corruption et décrépitude

Les événements de 2007 et le contrôle personnel de Conté sur les forces armées ont conduit à une rupture fondamentale dans les structures de commandement. Au cours des trois dernières années de son régime, il est devenu évident que les généraux qui continuaient à le soutenir avaient peu à peu perdu le contrôle dans les casernes. Plusieurs généraux clés fidèles à Conté sont décédés au cours de cette période, ce qui a affaibli un peu plus son emprise sur les militaires. Le manque de respect pour la hiérarchie était courant et les officiers supérieurs ne contrôlaient plus leurs officiers subalternes,<sup>51</sup> dont les mutineries, de différentes échelles et de différentes durées,

<sup>42</sup> Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°74, *Guinea: Uncertainties at the End of an Era*, décembre 2003 et McGovern, Mike "Conflit régional et rhétorique de la contre-insurrection: guinéens et réfugiés en septembre 2000.", *Politique Africaine*, N°88, 2002.

<sup>43</sup> Entretien de Crisis Group, général retraité et ancien ministre de la Défense, Conakry, février 2010.

<sup>44</sup> Entretiens de Crisis Group, anciennes recrues, Forecariah, 20 septembre 2009. Directeur, ONG Pacem in Terris, Nzerekore, septembre 2009.

<sup>45</sup> Entretien de Crisis Group, leader de la société civile, Conakry, février 2010.

<sup>46</sup> Entretien de Crisis Group, officier supérieur, garnison de Labé, février 2010.

<sup>47</sup> Entretiens de Crisis Group, ex-ministre, Conakry, mai 2010 ; colonel retraité, Conakry, février 2010.

<sup>48</sup> Entretien de Crisis Group, colonel, Conakry, février 2010.

<sup>49</sup> Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°121, *Guinée: Le changement ou le chaos*, 14 février 2010.

<sup>50</sup> Voir "Dying for Change: Brutality and Repression of Guinean Security Forces in Response to Nation wide Strike", Human Rights Watch, avril 2007.

<sup>51</sup> Entretiens de Crisis Group, colonel de gendarmerie, Conakry, février 2010; officier supérieur, région militaire de Kindia, mai 2010 et voir le Briefing Afrique de Crisis Group N°58, *Guinée: La transition ne fait que commencer*, mars 2009, p. 3-4.

sont devenues récurrentes. Prêts à tout pour se maintenir au pouvoir et garder la main mise sur les forces armées, Conté et sa famille ont été obligés de nouer des liens avec des officiers de rang moyen et subalternes. Il a placé le populaire Sékouba Konaté, à Conakry à la tête du régiment de parachutistes (Bataillon autonome des troupes aéroportées, Bata) pour tenter de calmer les troupes.<sup>52</sup>

Conté a outre acheté le soutien de militaires contre des opportunités d'enrichissements personnels, permettant ainsi à de jeunes officiers comme Dadis Camara, de contrôler la lucrative unité chargée de la distribution de carburant, qui fait partie de la chaîne d'approvisionnement de l'armée dénommée « intendance ». <sup>53</sup> Dadis Camara a utilisé la richesse qu'il en a tirée pour mobiliser de simples soldats et prendre à ses côtés ceux qui, comme Claude Pivi, sont devenus ses sbires pendant la période de la junte. Pivi et les autres chefs de troupes rebelles ont été les produits de la gouvernance chaotique de l'armée de Conté. Pivi s'est fait connaître en réprimant l'opposition populaire au régime de Conté, mais aussi, paradoxalement, en faisant preuve d'insubordination vis-à-vis d'officiers supérieurs, mal vus pour leur incapacité à améliorer les conditions de service.

Les relations de Conté avec la haute hiérarchie de l'armée se sont tendues après le refus de cette dernière de voir son fils prendre la relève après sa mort.<sup>54</sup> Même si Conté était déjà trop malade pour imposer ce projet, il a continué à exercer un certain contrôle sur les grades supérieurs. Toutefois, les tensions ont augmenté à mesure qu'il tissait de plus en plus de liens avec Dadis Camara et d'autres officiers, devenus plus tard les membres de la junte qui a pris le pouvoir à la mort de Conté en décembre 2008, dont Konaté. Conté pensait que Dadis Camara pourrait rallier les officiers subalternes à sa cause et protéger sa famille. Dadis Camara a ainsi bénéficié d'un lien privilégié avec Conté et sa famille. Dans les mois qui ont précédé sa mort, Conté étant tenu à l'abri de la vue du public par ses proches collaborateurs, la tension était très forte au sein de l'armée, traversée à la fois par des complots et préparatifs en prévision de la mort de Conté et des préoccupations plus générales sur le sort des forces armées.<sup>55</sup>

Malgré la méfiance des hauts gradés, Conté et son fils Ousmane ont continué à détourner chaque mois de grosses sommes d'argent à l'intention de Dadis Camara et des 400 soldats stationnés dans sa maison.<sup>56</sup> Sans surprise, Dadis Camara a été l'une des premières personnes que l'épouse de Conté a appelées le 22 décembre 2008 pour annoncer la mort de son mari – ce qui a donné un avantage à Dadis Camara sur ses rivaux dans la lutte pour le pouvoir qui a suivi.

L'effondrement des structures de commandement de l'armée a permis aux officiers de s'adonner à des activités criminelles. Les forces de sécurité et de défense, y compris les hautes autorités militaires et le personnel de police, se sont associées avec des réseaux de trafic de drogue. Ousmane Conté, lui-même officier de la garde présidentielle, a eu les mains libres pour faire du commerce de drogue, avant de se faire arrêter par la junte pour trafic. Le personnel de sécurité, en particulier les simples soldats, qui n'étaient plus sous un commandement efficace, ont commis un grand nombre d'actes de banditisme contre les civils sans défense. Les habitants de Nzérékoré ont ainsi rapporté que les mois précédant la mort de Conté ont été un « cauchemar », des soldats armés en uniforme extorquant ouvertement de l'argent et attaquant des civils.<sup>57</sup>

Conté a utilisé le secret défense pour couvrir la mauvaise gestion financière au sein de l'armée, au détriment du professionnalisme. L'intendance n'a jamais été soumise à une forme de réglementation financière mais est au contraire devenue un canal pour drainer les ressources publiques, entraînant des tensions récurrentes avec le Trésor public, ces tensions n'ayant jamais été résolues sous Conté.<sup>58</sup> La question des salaires et des approvisionnements a aussi provoqué des dissensions au sein de l'armée. Un officier supérieur a décrit l'intendance comme une machine perpétrant la corruption et l'injustice.<sup>59</sup> L'incapacité de l'intendance à pourvoir au confort des officiers de rang intermédiaire et des soldats a conduit à l'idée très répandue que les ressources étaient en train d'être détournées. Bien que les soldats aient continué à être régulièrement payés et leurs rations de riz à être assurées, il est devenu difficile de couvrir leurs dépenses sociales et opérationnelles.<sup>60</sup>

<sup>52</sup> Konaté, alors lieutenant-colonel (maintenant général) a une longue expérience des guerres au Liberia et au Sierra Leone, y compris au sien du contingent de maintien de la paix guinéen au Sierra Leone.

<sup>53</sup> Un homme d'affaires important et confident de Conté a négocié pour Dadis Camara sa nomination à la tête de l'unité de distribution de carburant. Entretien de Crisis Group, homme d'affaires, Conakry, février 2010.

<sup>54</sup> Entretien de Crisis Group, officier supérieur, Conakry, février 2010.

<sup>55</sup> Entretien de Crisis Group, officier supérieur, février 2010.

<sup>56</sup> Entretien de Crisis Group, ex-membre du CNDD, Conakry, février 2010.

<sup>57</sup> Entretien de Crisis Group, leader de la jeunesse, Nzérékoré, septembre 2010.

<sup>58</sup> Entretien de Crisis Group, ex-Premier ministre, Conakry, février 2010.

<sup>59</sup> Entretien de Crisis Group, Conakry, février 2010.

<sup>60</sup> Entretien de Crisis Group, officiers sans commandement, Conakry, février 2010 ; région militaire de Kindia, mai 2010, région militaire de Labé, février 2010 ; région militaire de Kankan, février 2010.

La fameuse affaire du « bulletin rouge » donne une indication du climat de l'époque. Cette affaire a éclaté à la suite d'affirmations d'officiers selon lesquelles la solde indiquée sur le bulletin de paie ne reflétait pas la somme réclamée en leur nom par l'intendance. Elle a provoqué des mouvements de contestation, dont un soulèvement de jeunes soldats en 2007. Bien que le travail réalisé par une société d'audit ait conclu qu'il n'y avait pas eu corruption de la part de l'intendance, le gouvernement a dû payer des primes aux membres des forces armées pour désamorcer la situation.<sup>61</sup>

Les structures militaires périphériques, en particulier celles dans les provinces, ont souffert des détournements de fonds des services centraux. Seuls les salaires et les rations de riz les reliaient au commandement central. Peu de postes de gendarmerie à l'intérieur du pays avaient les ressources nécessaires pour faire leur travail. Le matériel était sans surveillance et parfois laissé à l'abandon. L'armée de l'air ne pouvait même pas se permettre d'acheter du carburant pour faire des vols de routine, devenant une ruine virtuelle après avoir été une force fière et bien équipée.<sup>62</sup>

La période de Conté est essentielle pour comprendre l'état actuel de l'armée guinéenne et identifier les mesures à prendre pour la transformer en une force professionnelle. L'impact de Conté a été au début ambivalent. Les mesures initiales prises pour rétablir la discipline au sein des forces armées, améliorer leur confort et contrecarrer la doctrine du « peuple en armes » ont été bien accueillies, mais leur portée a été limitée et, dans certains cas, elles n'ont fait qu'empirer les choses. Les efforts de réforme ont été davantage motivés par la détermination de Conté à utiliser les forces armées à des fins politiques plutôt que par une volonté de bâtir une armée disciplinée et compétente. Sa mainmise sur le corps des officiers par le biais de pratiques clientélistes a mis à mal le professionnalisme et la transparence dans la gestion financière. La majeure partie des forces armées a été privée de ressources, ce qui a entraîné des frustrations et des révoltes.

Bien que Conté ait obtenu un soutien de l'extérieur pour former et équiper des unités spécialisées, ce dernier n'a eu que peu d'effet et ces unités sont devenues partie intégrante du système de répression, puisqu'elles ont été utilisées pour des violations systématiques des droits de l'Homme, générant une méfiance importante de la population à l'égard des forces de sécurité. Faute d'une bonne maîtrise, les forces armées se sont peu à peu morcelées en réseaux et groupes concurrents. A la mort de Conté, le moral de la troupe était bas tandis que le vide créé par

l'effondrement progressif des structures de commandement était comblé par des officiers peu instruits tels que Dadis Camara, Claude Pivi et leurs partisans indisciplinés. Les forces armées étaient réputées pour leur impunité, leur insubordination et leur criminalisation. Beaucoup de ceux qui ont vécu cette époque accusent Conté de ne pas avoir rompu avec l'héritage trouble de Sékou Touré.<sup>63</sup> Un de ses anciens ministres et proches a déploré que le régime ait fini par « construire une nouvelle maison avec des matériaux anciens » - en politisant les forces armées, les privant de ressources, négligeant l'essentiel des soldats et institutionnalisant l'insubordination.

## C. L'ARMÉE SOUS LE CNDD

### 1. L'ère Dadis Camara

Au cours des deux mois précédant la mort de Conté et alors qu'il était évident qu'il était gravement malade, plusieurs plans ont été échafaudés pour une prise de pouvoir militaire, impliquant des groupes de différents grades. Cependant, l'effondrement des structures de commandement de l'armée et le développement de baronnies ont ouvert la voie à une prise de pouvoir par des officiers subalternes ou de rangs intermédiaires dirigés par Dadis Camara. Au cours des discussions tenues dans les heures tendues qui ont suivi le décès de Conté, le 22 décembre 2008, Dadis Camara a insisté pour devenir chef de l'Etat, s'opposant à la préférence de ses collègues pour le général Toto Camara, alors le plus haut gradé d'entre eux.<sup>64</sup>

Dadis Camara a pu s'imposer en raison de ses liens étroits avec la famille Conté, de son réseau dans le camp Alpha Yaya, et dans plusieurs autres unités militaires, ainsi que du soutien de l'unité de distribution de carburant de l'armée. Il a aussi menacé d'utiliser les 400 soldats et les armes à sa disposition s'il ne devenait pas chef de l'Etat.<sup>65</sup> Selon des témoignages, un accord a été conclu pour qu'il démissionne en temps opportun.

Les tensions entourant l'arrivée de Dadis Camara à la tête de l'Etat ont été déterminantes pour la suite. Ses relations avec les autres membres de la junte (le Conseil national pour la démocratie et le développement, CNDD) se sont rapidement dégradées, puisqu'il est revenu sur l'accord prévoyant sa démission et a frustré les ambitions de plusieurs officiers supérieurs. Cette détérioration des rela-

<sup>61</sup> Entretien de Crisis Group, membre de la société d'audit, Conakry, février 2010.

<sup>62</sup> Entretien de Crisis Group, officier supérieur, Conakry, février 2010.

<sup>63</sup> Entretien de Crisis Group, officiers, février 2010.

<sup>64</sup> Entretien de Crisis Group, officier supérieur et membre du CNDD, Conakry, février 2010. Cette section s'appuie et s'ajoute au précédent rapport de Crisis Group sur le CNDD, et se penche plus particulièrement sur ses aspects militaires. Voir le Briefing Afrique N°58: *Guinée, la transition ne fait que commencer*, op.cit., et Briefing Afrique N°66: *Guinée: Pour en finir avec le pouvoir militaire*, 16 octobre 2009.

<sup>65</sup> Entretien de Crisis Group, Conakry, février 2010.

tions s'est ajoutée à son profond sentiment d'insécurité personnelle, qui l'a conduit à arrêter plusieurs de ses anciens collègues. D'importants membres du CNDD comme Alphonse Touré ont été emprisonnés sur des accusations d'insubordination et d'autres comme Sidiki Camara (alias Idi Amin) ont dû quitter le CNDD. Le général Toto Camara, numéro deux du CNDD, a été mis de côté.

Les relations tumultueuses de Dadis Camara et Sékouba Konaté ont joué un rôle central dans l'évolution du CNDD. Pendant une grande partie de 2009, Dadis Camara a cherché à limoger Konaté du ministère de la Défense, même s'il le considérait en partie comme un mentor.<sup>66</sup> Konaté a survécu en grande partie grâce à son emprise sur les bataillons d'élite comme le Bata qu'il avait auparavant dirigé et grâce aux réseaux qu'il s'était constitué depuis qu'il était ministre. Dadis Camara, de grade inférieur, avait laissé à Konaté les mains libres pour gérer les forces armées contre sa loyauté. Konaté a pu rallier une partie de l'armée derrière le CNDD, tout en plaçant ses propres hommes à la tête des unités stratégiques. Il a ainsi mis un de ses protégés, Bunduka Condé (qui est le chef actuel du personnel pour les troupes au sol) à la tête du Bata. C'est l'argent qu'il a gagné - comme d'autres membres du CNDD dont Dadis Camara - en faisant des affaires ou sur des contrats miniers, qui lui a permis de se constituer une clientèle et d'obtenir que des officiers supérieurs lui fassent allégeance plutôt qu'à Dadis Camara ou à d'autres membres du CNDD.<sup>67</sup>

Le sentiment d'insécurité de Dadis Camara l'a amené à créer son propre groupe armé au sein des forces armées. Le 4 janvier 2009 a été adopté un décret portant création d'un régiment commando, composé d'unités spécialisées de quatre bataillons d'élite<sup>68</sup> et conçu pour assurer sa sécurité ainsi que celle de la présidence. Ce régiment était stationné au camp Alpha Yaya, avec un détachement au camp Koundara de la garde présidentielle.<sup>69</sup> Il est devenu très important pour le CNDD, et en particulier pour Dadis Camara. Son chef, Aboubacar «Toumba» Diakité, est devenu de facto le numéro trois de la junte. Dadis Camara a aussi eu le soutien d'une poignée de commandants peu instruits, comme Claude Pivi et Tiegoro Camara, qui avaient aussi leurs propres groupes de soldats. Ces officiers, ainsi que quelques autres, originaires comme lui, de

la région forestière, ont constitué le cercle rapproché de Dadis Camara.

Dadis Camara a en plus distribué argent et avantages pour mobiliser et contrôler les soldats de base.<sup>70</sup> Il s'est entouré d'amis et de collègues issus de sa formation d'officier, nommant certains d'entre eux à la tête de plusieurs unités, malgré leur manque d'expérience.<sup>71</sup> Tout ceci faisait partie de son plan, visant à recueillir des soutiens en vue de se présenter à l'élection présidentielle, mais a créé des divisions et suscité la méfiance. Alors que les dépenses publiques étaient encore soumises aux restrictions imposées par les bailleurs de fonds, il a dépensé d'énormes sommes d'argent en espèces, provenant des caisses de l'Etat et de divers trafics, pour les donner à de jeunes officiers, à des préfets et des gouverneurs militaires. Un grand nombre de véhicules et des affiches de Dadis Camara ont été distribués aux soutiens de la junte à Conakry et dans le reste du pays.

La relation de la junte avec les forces armées en général a été mise à mal par l'arrestation de hauts responsables militaires, accusés d'insubordination et de trafic de drogue, et s'est encore détériorée lorsque Dadis Camara a commencé publiquement à humilier des officiers supérieurs, les accusant d'incompétence.<sup>72</sup> Les officiers considérés comme hostiles à la junte ont été harcelés par des soldats du régiment commando. Un officier supérieur et ancien membre du CNDD a dit que des soldats du régiment commando avaient fouillé son domicile et l'avaient menacé à plusieurs reprises.<sup>73</sup> Ces actions ont isolé un peu plus la junte du reste des forces armées.

L'obstination de Dadis Camara à vouloir rester au pouvoir, et son intention de se présenter à la présidentielle, ont créé des tensions importantes au sein même de la junte. Il y a répondu en continuant à accorder des promotions et des affectations pour récompenser les officiers favorables à ses plans. Il est devenu connu pour faire des nominations non réglementaires et spontanées.<sup>74</sup> Des officiers proches de la junte, ou fidèles à Dadis, ont été nommés ministres, gouverneurs et préfets. Des postes de commandement ont été confiés à de jeunes officiers sans expérience, ouvrant ainsi une vague de promotions sans

<sup>66</sup> Entretien de Crisis Group, membre du CNDD, Conakry, février 2010.

<sup>67</sup> Sékouba Konaté a été surnommé "l'homme d'affaires du CNDD". Voir le Briefing Afrique de Crisis Group, *Guinée: Pour en finir avec le pouvoir militaire*, op. cit.

<sup>68</sup> Ces bataillons comprennent le BASP (Bataillon autonome de la sécurité présidentielle), le Bata, les Rangers et un bataillon formé par la Chine, généralement appelé "commandos chinois".

<sup>69</sup> Le camp Alpha Yaya est situé près de l'aéroport de Conakry, Koundara est dans le quartier Boulbinet, en centre-ville, tout proche du bord de mer.

<sup>70</sup> Un ex-membre du CNDD a appelé le régiment commando "un bataillon monétisé". Entretien de Crisis Group, officier supérieur, Conakry, février 2010.

<sup>71</sup> Entretien de Crisis Group, lieutenant, région militaire de Kindia, 22 mai 2010.

<sup>72</sup> Entretien de Crisis Group, général en retraite, Conakry, février 2010. Certaines de ces humiliations, qui faisaient partie du tristement célèbre "Dadis Show", sont visibles sur Youtube.

<sup>73</sup> Entretien de Crisis Group, officier supérieur et ancien membre du CNDD, Conakry, février 2010.

<sup>74</sup> Entretien de Crisis Group, général retraité et ancien ministre de la Défense, Conakry, février 2010.

précédent. De jeunes lieutenants, comme Moussa Keita, ancien secrétaire général du CNDD, sont devenus lieutenant-colonels, tout comme Moussa Tiegboro Camara, ministre de la Lutte contre la drogue et le crime, est passé en un an du grade de capitaine à celui de colonel.<sup>75</sup> Dadis a aussi donné la préférence à des officiers de sa région, et a créé des milices ethniques.

L'indiscipline, l'insubordination, la criminalité et l'impunité sont devenues la marque des forces armées. Le traitement humiliant des officiers supérieurs par Dadis Camara a contribué à altérer le respect pour la hiérarchie, tandis que les officiers subalternes et les soldats de la junte prenaient leurs ordres uniquement auprès de Dadis Camara et de son aide de camp.<sup>76</sup> Un exemple frappant de cette situation est le passage à tabac du général Toto Camara par des soldats de la garde présidentielle au camp Alpha Yaya le 21 juillet 2009.<sup>77</sup> L'indiscipline et l'insubordination ont atteint un tel niveau que Dadis Camara a lui-même ouvertement reconnu son incapacité à contrôler les soldats.<sup>78</sup>

La situation est devenue encore plus grave quand les soldats ont été utilisés pour harceler les opposants et réprimer les manifestations. Des militaires, sous les ordres de Claude Pivi, ont inspecté les bureaux et résidences des responsables des partis politiques.<sup>79</sup> Le leader de l'UFDG, actuellement en course pour la présidence, Cellou Dalein Diallo, a été menacé à plusieurs reprises par des membres du régiment commando et amené une fois au camp Alpha Yaya sur les ordres de Dadis Camara.<sup>80</sup> Un autre important dirigeant de la société civile a dit que des soldats armés se sont rendus à son bureau et ont emporté du matériel dont des ordinateurs.<sup>81</sup> Le domicile de l'un des leaders syndicalistes de premier plan, Rabiadou Serah Diallo, a été perquisitionné lors d'une soi-disant opération anti-drogue.

Si la répression violente du rassemblement politique du 28 septembre 2009 a été une tragédie pour les victimes, elle a également constitué un tournant pour la junte, ouvrant le dernier chapitre de l'histoire du CNDD.<sup>82</sup> La pla-

nification et l'exécution du massacre par les officiers proches de Dadis Camara, et ses suites, dont une enquête en cours menée par la Cour pénale internationale (CPI), ont provoqué de graves tensions et conflits au sein de la junte et ont agrandi le fossé entre cette dernière et le reste des forces armées, qui ont accusé le régiment commando d'avoir discrédité l'armée toute entière.<sup>83</sup> Dadis Camara lui-même est devenu de plus en plus impopulaire, même auprès des simples soldats dont il tirait la majeure partie de son soutien.<sup>84</sup>

Toumba Diakité, chef du régiment commando, a été identifié par le rapport de la Commission internationale de l'ONU<sup>85</sup> comme ayant joué un rôle clé dans le massacre. Il a été sévèrement critiqué par des membres de la junte, dont les autres commandants peu instruits, comme Claude Pivi et Charles Tiegboro Camara. Le moral au sein du régiment commando s'est aussi fortement détérioré, les soldats appelant ceux impliqués dans le massacre « assassins » et « violeurs ». <sup>86</sup> Dans les mois qui ont suivi le massacre, Sékouba Konaté a pris ses distances vis-à-vis de Dadis Camara et de ses sbires ; deux des ministres civils qui ont démissionné du gouvernement du CNDD à la suite du massacre l'auraient fait avec sa bénédiction.<sup>87</sup>

Le 3 décembre 2009, Dadis Camara a été touché à la tête par un tir du chef du régiment commando, qui était aussi son aide de camp, Toumba Diakité, au camp Koundara, à Conakry. L'incident a eu lieu lors d'une dispute portant vraisemblablement sur la question de savoir qui devait porter la responsabilité du massacre du 28 septembre à la lumière des enquêtes de la CPI et de l'augmentation de la pression internationale sur la junte. Quelques heures plus tard, après un intense échange de coups de feu qui ont causé la mort de plusieurs gardes du corps de la présidence, Dadis Camara a été embarqué à bord d'un hélicoptère militaire pour le camp Alpha Yaya. A la recherche de Toumba Diakité, des soldats sous les ordres de Claude

<sup>75</sup> Entretien de Crisis Group, officier supérieur, Conakry, février 2010.

<sup>76</sup> Entretien de Crisis Group, chef de garnison, Conakry, février 2010.

<sup>77</sup> Voir "Guinée: le numéro 2 de la junte brutalisé par des soldats", Agence France-Presse, 22 juillet 2009.

<sup>78</sup> Voir le Briefing Afrique de Crisis Group N° 66, *Guinée: En finir avec le pouvoir militaire*, op.cit.

<sup>79</sup> Entretien de Crisis Group, leader de parti politique, Conakry, septembre 2009.

<sup>80</sup> Entretien de Crisis Group, Cellou Dalein Diallo, Conakry, septembre 2009.

<sup>81</sup> Entretien de Crisis Group, militant des droits de l'Homme, Conakry, février 2010.

<sup>82</sup> Les soldats ont été envoyés pour réprimer un rassemblement pacifique de l'opposition dans un stade ; 160 personnes ont été

tuées. Voir le Briefing Afrique de Crisis Group N°66: *Guinée: Pour en finir avec le pouvoir militaire*, op.cit.

<sup>83</sup> La Cour pénale internationale (CPI) mène actuellement une enquête préliminaire sur la situation en Guinée, en vertu du Statut de Rome dont la Guinée est signataire. Dans ce cadre, le bureau du procureur de la CPI a effectué une visite dans la sous-région ouest-africaine ainsi que deux missions en Guinée en février et mai 2010 afin de rencontrer les autorités du pays.

<sup>84</sup> Entretien de Crisis Group, ex-membre du régiment commando, Kindia, mai 2010; officier supérieur, Conakry, février 2010.

<sup>85</sup> Voir "Report of the United Nations International Commission of Inquiry mandated to establish the facts and circumstances of the events of 28 September 2009 in Guinea", United Nations/S/2009/963-Security Council, décembre 2009.

<sup>86</sup> Entretien de Crisis Group, ex-membre du régiment commando, Kindia, mai 2010.

<sup>87</sup> Entretien de Crisis Group, rédacteur en chef, Conakry, février 2010.

Pivi, ont tué plusieurs soldats considérés comme ses proches au camp militaire de Koundara. Bien que le nombre de victimes exact soit inconnu, le cycle des représailles meurtrières s'est poursuivi bien au-delà de décembre.

Une commission officielle, dirigée par un colonel de l'armée, a été mise sur pied pour enquêter sur les incidents du 3 décembre. Cependant, peu estiment qu'elle a les moyens de travailler de manière autonome, et elle n'a fait aucune déclaration publique. L'opinion largement répandue est que l'incident a été provoqué par la tentative de Dadis Camara de faire endosser à Diakité la responsabilité du massacre de septembre. Mais il est aussi possible que certains militaires aient considéré Dadis Camara comme un sérieux handicap et aient cherché à l'écarter. Certains ont relevé l'apparente incapacité à localiser Toumba Diakité en dépit d'une importante chasse à l'homme, l'interprétant comme le signe que Sékouba Konaté ait pu approuver, de manière tacite ou active, son geste.

Que le tir contre Dadis Camara ait été prémédité ou non, il a illustré le sentiment chez les officiers supérieurs que Dadis Camara constituait un danger pour les forces armées et pour le pays, et doit être considéré à la lumière de plusieurs autres tentatives de le chasser ou de l'éliminer.<sup>88</sup> Bien qu'il soit resté chef de l'Etat, l'incident a fondamentalement modifié l'équilibre des pouvoirs. Il a permis à Sékouba Konaté de commencer à démanteler la base de son pouvoir au sein des forces armées, y compris le commando régiment, et à restaurer les relations entre la junte et le reste de l'armée.

La période de turbulences du CNDD a été une excoissance de la nature dysfonctionnelle des forces armées guinéennes, et doit être considérée dans ce contexte pour éviter que l'histoire ne se répète. Dadis Camara, produit de l'impunité de l'armée et de la mauvaise gouvernance financière, a aggravé le mauvais état de l'institution, en renforçant les tensions à tous les niveaux, et a sapé le peu de cohésion qui restait à la fin de la période Conté. Mais dans une perspective historique plus longue, on peut identifier quelques éléments positifs. Beaucoup au sein de l'armée ont été consternés par ce que Dadis Camara a fait et par les événements du 28 septembre, et leurs voix se font de plus en plus entendre depuis le 3 décembre. Il est donc possible, si les bonnes mesures sont prises maintenant, de faire en sorte que la fin de l'épisode Dadis Camara soit le point de départ de la reconstruction morale et physique de l'armée.

## 2. Les réformes de Konaté

Bien qu'il y ait eu déjà des efforts pour mettre en œuvre des réformes au sein des forces armées sous Conté, avec une aide internationale considérable mais inégale, d'autres ont été fournis depuis que Sékouba Konaté a pris provisoirement la tête de l'Etat. Ils ont été guidés par la volonté du président intérimaire d'établir un contrôle sur la junte et de contenir ceux qui s'agitent pour le retour Dadis Camara mais aussi par le besoin de sécuriser la transition vers un régime civil et un désir de rétablir la confiance de la population dans les forces armées.

Le premier geste de Sékouba Konaté a été de limoger les officiers supérieurs liés à Dadis Camara des postes de commandement. Même si quelques loyalistes, comme Claude Pivi et Tiegboro Camara, font toujours partie de la junte, ils ont été écartés de la prise de décision et n'ont pas de postes de commandement effectif. La plupart des officiers qui ont été nommés par Konaté lui sont fidèles, mais beaucoup sont également respectés dans les rangs, y compris ceux qui ont été nommés à l'intendance.<sup>89</sup> Pour un officier supérieur ces nominations visent à résoudre les problèmes causés par les nombreuses nominations politiques du passé qui ont miné le moral et détruit les compétences.<sup>90</sup> Aboubakar Sidiki Camara, qui est considéré comme l'officier le plus compétent et avait été marginalisé par Dadis Camara, a ainsi été nommé chef d'état-major adjoint des forces armées. Parallèlement, la réintégration de nombreux anciens officiers et soldats limogés par Conté et Dadis Camara a été interprétée par certains comme une manière de mettre fin à l'injustice et de promouvoir la réconciliation.<sup>91</sup>

Le célèbre régiment commando, base du pouvoir de Dadis Camara, a été démantelé, ses membres ont reçu l'ordre de rejoindre leurs unités d'origine. Les « commandos chinois » ont ainsi été transférés vers la région militaire de Kindia tandis que les parachutistes ont été réintégrés au sein du Bata. La majorité des officiers qui y étaient en poste ont dû quitter le camp Alpha Yaya, considéré comme le siège du pouvoir de la junte. En démantelant le régiment commando et en déplaçant les différentes unités et le personnel de sécurité qui étaient à Alpha Yaya, Konaté a établi un contrôle ferme sur l'utilisation de la violence, indispensable pour la consolidation de son pouvoir et le maintien sous contrôle des éventuels fauteurs de troubles.

Le camp militaire Kaliah, où des milices ethniques recrutées par Dadis Camara étaient formées, a été fermé et

<sup>88</sup> Des officiers ont été arrêtés sur les ordres de Dadis Camara et accusés d'insubordination et de tentative de coup d'Etat. Un officier supérieur et membre de la junte a dit qu'après le 28 septembre "les jours de Dadis étaient comptés". Entretien de Crisis Group, Conakry, février 2010.

<sup>89</sup> Voir "Direction générale de l'intendance militaire", *La Transparence*, Conakry, 17 mai 2010.

<sup>90</sup> Entretien de Crisis Group, officier supérieur, Conakry, février 2010.

<sup>91</sup> Entretiens de Crisis Group, journaliste, Conakry, mai 2010. Sources proches de Sékouba Konaté, Conakry, mai 2010.

leurs membres restants dispersés. Si certains miliciens ont été arrêtés sur des accusations de troubles à l'ordre public après une tentative de mutinerie, les autres ont été licenciés. Par la suite, une équipe a été mise sur pied pour évaluer le niveau des nouvelles recrues dans les différents centres de formations militaires, dont ceux de Falasada et Kissidougou, afin d'examiner leurs chances de rester au sein des forces armées.

Une force spéciale a été mise en place pour sécuriser le processus électoral - la Force spéciale de sécurisation du processus électoral (Fossepel). Créée le 18 mai 2010, elle comprend principalement des gendarmes et des agents de police et devrait atteindre 16 000 éléments.<sup>92</sup> Elle est directement commandée par le chef d'état-major de la gendarmerie.<sup>93</sup>

En vue d'améliorer les relations civilo-militaires, Konaté a appelé à un contrôle rigoureux des mouvements des soldats et des armes. Le nombre de soldats armés se déplaçant dans les rues de Conakry et des autres grandes villes a été considérablement réduit. Le mécanisme de contrôle du personnel et des munitions (Personnel-Armements-Munitions, PAM) fonctionne beaucoup mieux qu'auparavant. Armes et munitions sont aujourd'hui conservées dans un dépôt et les soldats qui portent des armes sont uniquement ceux déployés pour des tâches spéciales comme celles d'assurer la sécurité des hauts fonctionnaires et des bâtiments administratifs importants comme la présidence.<sup>94</sup>

Konaté a publiquement soutenu la réforme de l'armée, en apportant un appui moral et logistique à la mission d'évaluation de la Cédéao, mais il n'a pas évité tous les travers qui ont caractérisé la gestion des forces armées dans le passé. Les récentes nominations de chefs de service et la réintégration d'anciens officiers et soldats ont été motivées tout autant par son envie de sécuriser sa position au sein de l'armée et de neutraliser les potentiels fauteurs de troubles avant l'élection, que par son désir de résoudre les problèmes d'incompétence et d'injustice.

Des signes plus préoccupants montrent que Konaté a «ré-compensé» les militaires pour leur engagement à rendre le pouvoir aux civils. L'annonce faite en juillet 2010 du passage au grade supérieur de tous les officiers ayant rang de caporal à rang de commandant peut être vu comme une résurgence de la culture des promotions arbitraires qui ont abouti à la structure pyramidale inversée de l'ar-

mée.<sup>95</sup> De telles promotions collectives découragent les réformes et pèsent considérablement sur le budget national. D'autres aspects sont problématiques: le marché pour la rénovation des casernes a été attribué au début de 2010 à une société appartenant à un ami de Konaté, preuve d'un refus persistant de gérer les finances militaires de manière transparente.<sup>96</sup> En outre, Konaté n'a pas traité le problème de la militarisation de l'administration, en particulier dans les provinces, qui sera une tâche potentiellement dangereuse pour son successeur.

<sup>92</sup> Voir "Sécurisation du processus électoral: une force spéciale voit le jour", *L'Indépendant*, Conakry, 20 mai 2010.

<sup>93</sup> Décret D/081/PRG/CNDD/SG PRG/2010.

<sup>94</sup> Entretien de Crisis Group, commandant, Conakry, mai 2010.

<sup>95</sup> Voir "Guinea gives soldiers boost after peaceful election", Reuters, 4 juillet 2010.

<sup>96</sup> Le contrat pour réhabiliter les casernes a été attribué à GUI-COPRES, du groupe KPC, qui appartient à Kerfalla Camara.

### III. L'ARMEE AUJOURD'HUI: DES RUINES COMME HERITAGE

#### A. LE RECRUTEMENT DANS L'ARMEE, PAS TOUJOURS RÉGLEMENTAIRE

Les forces armées guinéennes sont devenues pléthoriques et représentent un fardeau insoutenable pour l'Etat. Chaque chef d'Etat a eu tendance à passer outre les structures formelles de recrutement et de promotion. Après 1958, les effectifs de l'armée ont progressivement augmenté pour atteindre 10 000 éléments en 2001. Les conflits dans l'Union de la rivière Mano et en Guinée à la fin des années 1990 et au début des années 2000 ont entraîné un énorme accroissement des effectifs, tandis que les procédures de recrutement formelle, affectées par la corruption, ont été considérablement affaiblies et la distinction entre soldats et miliciens est devenue floue.<sup>97</sup>

La situation s'est détériorée sous le CNDD. En août 2009, Dadis Camara a recruté des jeunes hommes, principalement de la Guinée forestière, pour les intégrer dans la garde présidentielle. La plupart d'entre eux étaient de son groupe ethnique et beaucoup étaient d'anciens volontaires de la guerre contre le Liberia. Le nombre exact des miliciens n'est pas connu, mais il pourrait être bien supérieur à 2 000.<sup>98</sup> Le camp Kaliah, où ils ont été formés, a été fermé par Konaté. La plupart de ces « nouvelles recrues » (comme ils sont formellement désignés) ont été dispersées, tandis que certaines avaient été auparavant envoyées dans des écoles d'infanterie du pays pour suivre une formation adéquate.

Un certain nombre de facteurs expliquent ces vagues de recrutement non réglementaire. Une partie de ces dernières ont été la réponse des régimes successifs aux menaces sécuritaires, réelles ou imaginaires. L'attaque parrainée par le Portugal de 1970 et celle des alliés de Charles Taylor en 2000-2001 ont été l'occasion non seulement d'accroître l'effectif des forces armées mais aussi d'armer une partie de la population, en s'appuyant sur la doctrine de Sékou Touré « Le peuple en armes ». Lors des attaques rebelles contre la Guinée en 2000-2001, Conté a recruté, comme décrit précédemment, des volontaires, principalement en Guinée forestière, pour combattre aux côtés de l'armée.

Comme la capacité et la volonté de Conté de gouverner correctement ont diminué rapidement dans ses dernières années au pouvoir, aucune nouvelle tentative ultérieure n'a été faite pour réduire les effectifs et revenir à des principes de gestion en temps de paix.

Des facteurs politiques et ethniques ont également joué un rôle important – à la fois en termes de protection du régime que de création de blocs clientélistes au sein de l'armée. L'expansionnisme de Sékou Touré visait à créer des groupes armés concurrents pour protéger son régime des menaces internes comme externes. Certains d'entre eux, comme la milice nationale, ont été réintégrés dans l'armée régulière en 1984. Après le coup d'Etat manqué de l'année suivante, Conté a recruté dans son groupe ethnique Soussou pour réduire la domination des Malinké dans l'armée. La création, ou au moins l'utilisation ultérieure des unités d'élite de l'armée, comme les commandos chinois et les Rangers, visait plus à assurer la sécurité du régime de Conté qu'à renforcer les capacités de contre-insurrection. Les recrutements sous le CNDD ont été guidés en grande partie par le désir de Dadis Camara de se construire une clientèle sur une base ethnique dans l'armée.

Ce sont cependant surtout des facteurs économiques qui sont à la base des opérations de recrutement des dix dernières années. On peut le constater aussi bien au niveau de l'élite instruite que de la troupe. La récession des années 1990 a fait du service militaire l'un des rares lieux offrant aux jeunes une possibilité d'acquérir des compétences professionnelles et techniques. Les jeunes instruits, rebutés par le sort malheureux de nombreux officiers supérieurs, fuyaient l'armée sous Sékou Touré, mais au cours des dernières années, les diplômés d'université ont constitué la majorité des admis à l'Ecole nationale des sous-officiers d'active. Beaucoup d'entre eux ont été envoyés ensuite en formation dans de prestigieuses académies militaires à l'étranger. Aujourd'hui, la grande part de l'assise intellectuelle de l'armée est issue de cette classe. L'armée est devenue le moyen de faire carrière pour certains des jeunes les plus brillants du pays. Bien que n'étant pas nécessairement un problème, ce phénomène a augmenté la pression pour élargir le recrutement.

A l'autre extrême, des jeunes en échec scolaire ont été intégrés dans l'armée, soit pour contenir un mécontentement potentiel, soit parce qu'ils y ont été placés par un parent officier. Cela est aussi l'une des origines de la création de blocs clientélistes ethniques dans l'armée, basés sur l'échange de soutien contre des avantages ou simplement des paiements. Par conséquent, l'armée s'est reproduite elle-même, avec ses mauvaises habitudes, puisque beaucoup

<sup>97</sup> Comme indiqué plus haut, le chiffre, donné à la mission d'évaluation RSS de la Cédéao, de près de 45 000 éléments doit être traité avec beaucoup de prudence. Cependant, la répartition entre les différentes forces donnée à Crisis Group par la Commission inter-armée donne une idée des forces – armée de terre 26 752 éléments, marine 2 806, armée de l'air 2 703 et gendarmerie 13 058. Les femmes -environ dix pour cent de la taille de la force totale- sont surtout présentes dans la gendarmerie.

<sup>98</sup> Comme rapporté dans le Briefing Afrique de Crisis Group N°66: *Guinée: en finir avec le pouvoir militaire*, op.cit.

de fils d'officiers sont entrés dans la troupe ou dans le corps des officiers.<sup>99</sup>

Dans une certaine mesure, l'utilisation de l'armée pour absorber le mécontentement a peut-être diminué l'agitation au cours de la dernière décennie. Mais elle est revenue aussi à rembourser des gens avec de l'argent qui n'était pas là, un problème de ressources qui est au cœur des tensions entre l'armée et les gouvernements successifs. C'est une tendance observée dans d'autres pays de la région touchés par des conflits, où l'absorption par l'armée de jeunes mécontents a contenu de potentiels troubles ultérieurs. Les tentatives de réforme n'ont jamais cherché l'amélioration de la gestion des finances et du personnel et les forces armées n'ont jamais été soumises à un contrôle financier. L'armée a montré beaucoup de résistance à donner le chiffre réel des officiers et soldats d'active et du contingent pesant sur la masse salariale.<sup>100</sup> Cette situation a sapé le professionnalisme et généré des ressentiments internes. L'intendance est constamment critiquée pour sa corruption et son inefficacité. Le manque de transparence a également privé la majeure partie des forces armées des ressources nécessaires pour fonctionner efficacement.

Puisque les effectifs ont augmenté dans les dernières années du régime Conté, l'armée a non seulement absorbé une part croissante du budget national, le tout sous couvert du secret de la sécurité nationale, mais le président a aussi dû laisser les officiers s'enrichir par le biais d'activités criminelles ou en pratiquant l'évasion fiscale afin qu'il y ait suffisamment de ressources pour alimenter sa clientèle pléthorique. Ce lien direct entre la taille de l'armée et sa criminalisation n'a pas seulement eu des conséquences sur le respect de la discipline. Il a aussi créé une confusion entre les éléments de l'armée régulière et ceux qui portent des uniformes pour commettre des actes criminels. Des officiers supérieurs affirment qu'il y a de faux soldats dans la capitale et les autres centres urbains. Dans une émission de la télévision nationale en février 2010 un colonel de gendarmerie a ainsi reconnu, comme la presse le rapporte souvent, qu'on arrête régulièrement des individus portant des uniformes militaires qu'ils n'ont pas le droit de porter. A cause de l'indiscipline, les armes circulent aussi facilement.<sup>101</sup>

## B. LA VIE AU SEIN DES FORCES ARMEES

En l'absence d'une menace imminente extérieure depuis la chute du régime de Charles Taylor et la fin des conflits dans l'Union de la rivière Mano, la plupart des soldats

sont relativement désœuvrés, traînent dans les casernes, tiennent des postes de contrôle et font du gardiennage de bâtiments publics, dont les bureaux des gouverneurs régionaux et des préfets ainsi que les résidences des membres de la junte.<sup>102</sup> Au quartier général Samory Touré, ils passent ainsi le plus clair de leur temps à regarder la télévision ou à faire pour les chefs des petites corvées, comme laver leurs véhicules.<sup>103</sup>

La vie dans l'armée est cependant difficile et ingrate pour la plupart des soldats de base et les officiers qui ne bénéficient pas de privilèges politiques. Leur existence ressemble à celle des Guinéens ordinaires, dont le pays est l'un des plus pauvres du monde. Les conditions de travail et de vie sont déplorables et l'institution chargée de surveiller la gestion des forces armées est gangrenée par la corruption. Très peu d'attention est accordée à la promotion des compétences. Alors qu'un petit nombre d'officiers et de soldats bénéficient de ressources des réseaux clientélistes, les troupes ordinaires vivent dans la pauvreté, sont mal habillées et manquent de logement décent. Certains dans les forces armées s'accommodent de cette situation mais elle encourage chez d'autres une culture de la prédation vis-à-vis des civils.<sup>104</sup>

Il n'existe pas de système de sécurité sociale pour les officiers en service et les installations médicales fonctionnent sans les ressources nécessaires. Le personnel militaire paie ses frais médicaux et ceux de sa famille. Bien qu'il existe des médecins qualifiés, il n'y a pas d'hôpital militaire et les centres de santé ne disposent pas des moyens suffisants pour fournir des soins de santé de base.<sup>105</sup> La majorité des soldats sont obligés d'acheter leurs habits militaires, importés du Mali par des hommes d'affaires locaux ; ceux qui n'ont pas les moyens d'en acquérir portent de vieux uniformes. Un officier a dit qu'il avait dû acheter ses galons quand il a été promu colonel.<sup>106</sup> Les jeunes officiers sont parfois obligés de verser des pots de

<sup>99</sup> Entretien de Crisis Group, ancien Premier ministre, Conakry, février 2010.

<sup>100</sup> Entretien de Crisis Group, fonctionnaire, ministère des Finances, et ex-Premier ministre, Conakry, février 2010.

<sup>101</sup> Entretien de Crisis Group, expert en armes légères, Conakry, février 2010.

<sup>102</sup> Entretien de Crisis Group, leader de la société civile, Conakry, février 2010. Observations de Crisis Group.

<sup>103</sup> Entretien de Crisis Group, caporal, région militaire de Kankan, février 2010.

<sup>104</sup> Actuellement, deux grandes catégories semblent jouir d'une position privilégiée au sein des forces armées. La première comprend les officiers supérieurs et de niveau intermédiaire qui ont des connexions politiques et ceux qui ont des postes de commandement administratifs ou opérationnels. Le second comprend les soldats membres de la garde présidentielle et, jusqu'à récemment, l'entourage d'officiers de premier plan de la junte comme Claude Pivi et Charles Tiegboro.

<sup>105</sup> Entretien de Crisis Group, officiers supérieurs, Conakry, février 2010. Soldat, région militaire de Kindia, février 2010. Soldats, région militaire de Labé, février 2010.

<sup>106</sup> Entretien de Crisis Group, Conakry, février 2010.

vin à leurs supérieurs pour être inscrits aux formations à l'étranger et aux missions de maintien de la paix.<sup>107</sup>

Pour la majorité, la ration de riz constitue la seule motivation pour rester en service.<sup>108</sup> L'armée est en effet la seule institution qui bénéficie de rations alimentaires depuis l'arrivée au pouvoir de Conté en 1984. Des sacs de riz sont vendus aux militaires entre 40 et 60% du prix du marché. Le nombre de sacs auquel a droit chaque soldat ou officier dépend de son grade. Un commandant peut ainsi recevoir six sacs de riz par mois ; les officiers supérieurs peuvent obtenir des quantités beaucoup plus importantes, en fonction de leur poids à l'intendance, dont une partie serait ensuite revendue sur le marché noir. Malgré son poids sur le budget national, Conté a décidé de maintenir la ration de riz parce qu'elle était un moyen d'acheter des soutiens et, indirectement, de détourner des fonds supplémentaires pour les forces armées. Dans le même temps, elle a servi de source d'enrichissement personnel pour les quelques officiers de haut rang impliqués dans sa gestion et sa distribution au sein des troupes.

Des soldats et des officiers ont été impliqués dans diverses formes d'activités financières au sein et en dehors de l'armée. La tenue des postes de contrôle et la protection d'importants membres du gouvernement et d'officiers ont donné des opportunités d'extorsion de fonds et de corruption. Un officier subalterne à un poste de contrôle dans la région de Labé a dit que tous les soldats à de telles positions rapportaient l'argent collecté à leurs supérieurs dans les casernes et, en échange en gardaient une partie.<sup>109</sup> Quant aux comptables de l'armée, ils exploitent souvent les situations financières désespérées des soldats et officiers et gagnent beaucoup d'argent en leur octroyant des prêts à des taux exorbitants, déduits de leurs soldes à la fin du mois.

Les commandants de rang moyen et supérieur et ceux qui travaillent à l'intendance s'enrichissent également avec le carburant, qui est alloué aux commandants d'unité et provient des deux stations de carburant installées au camp Alpha Yaya et au camp Samory ou de celles contrôlées par l'opérateur privé Total.<sup>110</sup> Il est souvent utilisé pour un usage personnel ou revendu à la population. Des officiers se sont entendus avec des responsables de Total pour gonfler les chiffres des approvisionnements, ce qui pourrait expliquer les liens étroits que Dadis Camara a noués avec certains employés de Total, qui a fini par travailler pour le CNDD. Son chef de cabinet, son conseiller juridique et le ministre du CNDD des Ressources marines

travaillaient autrefois avec Total.<sup>111</sup> Les officiers supérieurs qui n'appartiennent pas à des réseaux clientélistes se sont, eux, appuyés sur les opérations de maintien de la paix pour compléter leurs salaires. Un officier supérieur a affirmé qu'il avait bâti sa maison avec les indemnités et salaires reçus d'Ecomog au Liberia et en Sierra Leone.<sup>112</sup>

Les casernes, les bureaux et centres d'hébergements ainsi que les centres de formation sont dans un état déplorable, surtout dans les provinces où près de 60 pour cent des forces sont stationnées. Dans la région de Kankan, par exemple, des détachements militaires utilisent des maisons en chaume comme bureaux. Beaucoup de soldats vivent dans les banlieues civiles et font la navette pour rejoindre leurs lieux d'affectation. L'usine militaire, qui faisait autrefois la fierté de l'armée et produisait des habits militaires n'est plus opérationnelle et l'armée est obligée de dépendre d'importations. Le Génie militaire, entreprise de construction, s'est pratiquement effondré. Les moyens logistiques en dehors de la capitale sont particulièrement faibles. Un grand nombre de gendarmeries, y compris celles qui doivent faire des patrouilles, n'ont ni véhicules, ni bureaux opérationnels. Un commandant a dit que lui et ses collègues doivent acheter avec leur argent personnel la papeterie et utiliser leurs téléphones mobiles personnels pour donner des ordres à leurs troupes.

Cette situation contraste fortement avec l'environnement du quartier général de Conakry où les officiers supérieurs travaillent dans des bureaux confortables, équipés avec la télévision par câble et Internet. En plus de leurs véhicules officiels, beaucoup d'entre eux conduisent des voitures de luxe et des jeeps. La plupart des officiers subalternes et des soldats avec qui Crisis Group a parlé se sont plaints de vivre dans la misère alors que les officiers de haut rang possèdent leurs propres voitures et maisons.<sup>113</sup> De tels écarts, causés par la mauvaise gestion financière du sommet, sont à l'origine de beaucoup de tensions au sein de l'armée.

### C. INDISCIPLINE ET IMPUNITÉ

Comme décrit plus haut, l'histoire des forces armées en Guinée et leurs relations avec le pouvoir civil les ont amenées à développer une profonde culture de l'indiscipline, un manque de respect pour le grade, l'insubordination et l'impunité. Les pratiques des régimes successifs ont aggravé le problème, en particulier en créant un sentiment d'injustice au sein des forces armées qui semble légitimer l'insubordination. Sous Conté, la répartition inéquitable des ressources conjuguée à la désagrégation

<sup>107</sup> Entretien de Crisis Group, lieutenant, Conakry, février 2010.

<sup>108</sup> Entretiens de Crisis Group, commission inter-armée, Conakry, février 2010; officiers subalternes, Kindia, mai 2010.

<sup>109</sup> Entretien de Crisis Group, lieutenant, région militaire de Labé, février 2010.

<sup>110</sup> Entretien de Crisis Group, fonctionnaire, Conakry, février 2010.

<sup>111</sup> Entretien de Crisis Group, journaliste, Conakry, février 2010.

<sup>112</sup> Entretien de Crisis Group, officier supérieur, Conakry, février 2010.

<sup>113</sup> Discussions de Crisis Group, officiers subalternes et soldats, Conakry, février 2010. Kindia, mai 2010.

graduelle des structures de commandement de l'armée a créé des frustrations chez les officiers de rang moyen et les soldats, les amenant à réagir violemment contre leurs supérieurs. Les mutineries ont été organisées pour protester contre les conditions de travail et de vie de la part d'officiers subalternes et de soldats, rendues plus difficiles par l'arrivée d'officiers supérieurs manquant de ressources et/ou de compétences.<sup>114</sup> La loyauté se détermine désormais par rapport à un patronage plutôt que par rapport au service ou au grade.<sup>115</sup> La situation s'est encore détériorée sous le CNDD, Dadis Camara s'étant érigé lui-même en exemple du manque de respect pour la hiérarchie lorsqu'il a humilié les officiers supérieurs.

La Direction générale de l'intendance militaire (DGIM) est le pivot autour duquel la mauvaise gestion financière s'organise. Responsable de la planification et de l'exécution budgétaires, elle contrôle d'énormes quantités d'argent, versées selon trois grandes catégories: les salaires et avantages sociaux, les opérations et la logistique, dont la maintenance et les services. La majeure partie des dépenses militaires est absorbée par les salaires et les approvisionnements. Souvent, les listes des paies sont gonflées avec des « noms fantômes » grâce à une entente systématique entre les officiers de l'intendance et les officiers commandants d'unité et de région. Beaucoup d'argent est aussi dépensé dans les rations de riz et le carburant, qui sont souvent hors de prix grâce à des arrangements avec les fournisseurs, et sont revendus à la population au marché noir. Une grande partie des fournitures n'est pas envoyée ou bien leur quantité est considérablement réduite. L'argent destiné à l'entretien n'est dans la plupart des cas pas décaissé, du coup le matériel, tels les équipements de transport et de communication et même des bâtiments entiers, pourrit.

Les structures et les mécanismes de contrôle des dépenses militaires n'ont pas réussi à stopper la détérioration de la gestion. La Division de contrôle et de réglementation de la DGIM, et l'unité d'audit interne (Division des finances de l'inspection générale des forces armées) ne sont pratiquement pas fonctionnelles. En outre, l'armée n'a jamais été soumise au contrôle externe qui s'applique aux autres ministères. Les tentatives d'organismes tels que la Direction nationale du contrôle financier, l'Inspection générale des finances, le ministère du Contrôle d'Etat, pour contrô-

ler les flux de ressources financières dans l'armée ont été systématiquement découragées ou ont rencontré une vive résistance de la part d'officiers supérieurs.

Certains militaires sont connus pour leur implication dans des activités criminelles. Des officiers supérieurs ont été arrêtés et placés en détention pour trafic de drogue et des soldats ont commis des vols qualifiés, des vols de voitures, des actes de vandalisme et extorquent régulièrement de l'argent à la population et pillent des magasins. A Nzérékoré, des hommes armés en uniformes ont attaqué en août 2010 une station d'essence.<sup>116</sup> Un leader politique a dit que son cousin, un homme d'affaires connu, a été enlevé chez lui par des soldats et a été libéré après le paiement d'une rançon.<sup>117</sup>

La mauvaise gestion des armes est liée à l'indiscipline générale. Les systèmes désastreux pour sécuriser les armes et le manque de volonté politique d'appliquer un contrôle strict sur leur usage et leur circulation ont conduit à une mauvaise utilisation généralisée. Les soldats sont souvent vus avec des armes dans les marchés, dans les bars et les transports publics. À plusieurs reprises des soldats ont été vus en train de tirer en l'air pour faire fuir des civils.<sup>118</sup> Par rapport aux pays voisins, la Guinée a un grand nombre de soldats armés, pas forcément en service, qui patrouillent dans les rues des grandes villes.

L'habitude de transporter des armes en public date de la doctrine « le peuple en armes » de Sékou Touré, mais peu a été fait par la suite pour la changer, et l'augmentation spectaculaire de la fourniture d'armes pendant les conflits de la fin du siècle dernier a aggravé la situation. Le dépôt d'armes du camp Alpha Yaya, détruit au cours de la mutinerie de 1996, est toujours en mauvais état. Malgré certaines améliorations récentes dans le système de contrôle des armes sous Sékouba Konaté, tout ceci, combiné avec la crise de la discipline, fait qu'il est très difficile de faire respecter la réglementation en vigueur.<sup>119</sup>

Les forces armées sont connues pour leurs violations des droits de l'Homme, comme la répression de l'opposition, l'usage de la torture et les exécutions extrajudiciaires, dont le massacre du 28 septembre 2009 n'est que l'exemple le plus récent. Presque tous les officiers et les soldats impliqués dans ce drame sont toujours dans l'armée. Les

<sup>114</sup> Un officier supérieur de la commission inter-armée a dit que les officiers supérieurs ne peuvent pas avoir le respect de leurs subalternes s'ils ne sont pas capables de subvenir à leurs besoins. Entretien de Crisis Group, membre de la commission inter-armée, Conakry, février 2010.

<sup>115</sup> Un colonel retraité a dit à Crisis Group que : « dans l'armée guinéenne, si on a de l'argent on peut mobiliser autant de soldats qu'on veut ». Entretien de Crisis Group, colonel retraité, Conakry, mai 2010.

<sup>116</sup> Entretien de Crisis Group, chef de la jeunesse, Nzérékoré, septembre 2010.

<sup>117</sup> Entretien de Crisis Group, leader de parti politique, Conakry, septembre 2010.

<sup>118</sup> Entretien de Crisis Group, expert en armes légères, Conakry, février 2010.

<sup>119</sup> Le programme de contrôle et de régulation Personnel, Armement et Munitions (PAM) prévoit qu'après chaque mission ou exercice, les armes doivent être comptabilisées et stockées dans un lieu sécurisé.

meurtres, commis par vengeance, de certains soldats et civils considérés comme favorables à Toumba Diakité sont encore entourés de mystère.

Des exemples récents de soldats commettant des exactions en toute impunité, et notamment contre d'autres soldats, abondent. En 2008, des militaires, qui auraient agi sous les ordres du fils de Lansana Conté, ont exécuté des policiers dans une affaire de saisie de drogue, rallumant les tensions entre ces deux forces armées.<sup>120</sup> A plusieurs reprises, la cellule du CNDD chargée de la lutte contre la drogue et le crime a utilisé des accusations d'infractions liées au trafic de drogue pour arrêter arbitrairement des civils ainsi que des officiers de police et de l'armée.

Dans une procédure judiciaire télévisée en mai 2010, un juge a publiquement accusé, alors qu'ils étaient entendus comme témoins, Tiegboro Camara et des officiers sous ses ordres d'utiliser des opérations anti-drogue pour régler des comptes personnels et violer les droits de citoyens.<sup>121</sup> Comme cela a été souligné plus haut, le CNDD a utilisé des soldats pour harceler les chefs de l'opposition et perturber les rassemblements publics. Après les massacres du 28 septembre, il a proféré des menaces de mort contre des membres des Forces vives, une coalition de mouvements politiques et de dirigeants de la société civile.<sup>122</sup> Dans les jours suivant le massacre, des soldats ont attaqué les domiciles des dirigeants de l'opposition et de militants de la société civile, dont celui du porte-parole des Forces vives.<sup>123</sup>

Des recours existent pour demander réparation, mais ils se sont révélés inefficaces.<sup>124</sup> La peur de représailles a souvent empêché les citoyens de déposer des plaintes formelles.<sup>125</sup> Conté a renforcé l'impunité en s'obstinant à refuser qu'il y ait des enquêtes sur les exactions commises par des membres des forces armées, malgré les pressions nationales et internationales.

L'absence de réparation pour les injustices commises au sein de l'armée constitue également un problème important. Un certain nombre d'officiers ont été marginalisés par des

promotions retardées ou des affectations arbitraires. Les moyens institutionnels au sein des forces armées pour combattre l'injustice sont inefficaces, et de nombreux officiers et soldats ont recours aux tribunaux civils, qui ne sont généralement pas adaptés pour traiter des cas impliquant l'armée et sont eux aussi presque toujours inefficaces.<sup>126</sup> Des officiers ont aussi subi des exactions dont des arrestations arbitraires, des actes de torture, des détentions et des limogeages. Conté, par exemple, s'est débarrassé, après le coup d'Etat manqué de 1984 puis la mutinerie de février 1996, de nombreux officiers qu'il estimait dangereux. L'usage de la torture au sein des forces armées, ainsi que le ressentiment et le traumatisme qui en découlent, ont été des facteurs importants des conflits dans la région ; ce qui signifie que cette question doit être abordée dans le cadre du processus de création d'une armée disciplinée.<sup>127</sup> De manière générale, l'absence de possibilité de recours a institutionnalisé la révolte et la protestation populaire comme un moyen d'obtenir justice au sein des forces armées, et a donné naissance à une culture de règlements de comptes et à l'envie, chez qui se sentent exclus ou marginalisés, de se venger.<sup>128</sup>

#### D. FACTIONS

L'existence de factions menace sérieusement la cohésion institutionnelle. La ligne de fracture la plus évidente et potentiellement volatile est ethnique. Chaque chef d'Etat a privilégié les membres de son groupe ethnique dans les forces armées et créé des rivalités en leur donnant des promotions ou des rentes. La plupart des officiers à des postes de commandement cherchent à s'entourer de jeunes soldats appartenant à leur groupe ethnique.

Des clivages fondés sur des différences générationnelles et d'éducation apparaissent aussi, les régimes successifs ayant mis l'accent sur la loyauté au détriment de la compétence. Beaucoup d'officiers instruits, obligés de servir sous les ordres d'officiers moins expérimentés et qualifiés, vivent avec amertume la situation.<sup>129</sup> Les officiers politi-

<sup>120</sup> Entretien de Crisis Group, officier de gendarmerie, Conakry, février 2010.

<sup>121</sup> Procédures judiciaires télévisées d'affaires de trafic de drogue diffusées par la télévision nationale, Conakry, mai 2010.

<sup>122</sup> Entretien de Crisis Group, membre des Forces vives, Conakry, février 2010.

<sup>123</sup> Voir "Jean-Marie Doré : 'Certains voulaient me tuer par balle, d'autres m'égorger'", Jeune Afrique, 29 septembre 2009.

<sup>124</sup> Les bureaux de garnisons traitent les plaintes contre les membres des forces armées. Ils sont généralement présents dans la plupart des casernes et des unités de gendarmerie et sont généralement pilotés par un officier supérieur.

<sup>125</sup> Entretien de Crisis Group, activiste des droits de l'Homme, Conakry, février 2010.

<sup>126</sup> Les officiers ou soldats qui se sentent lésés peuvent déposer une plainte officielle auprès de leurs supérieurs, mais s'ils ne sont pas satisfaits du verdict, ils peuvent aller devant les tribunaux civils, comme il n'y a pas de tribunaux militaires pour de tels cas.

<sup>127</sup> Certains officiers subalternes qui ont tenté le coup d'Etat de 2002 en Côte d'Ivoire, par exemple, avaient été torturés sous le régime précédent du président Guéi. De même, la torture a été un facteur du conflit entre le président bissau-guinéen Vieira Nino et le chef de l'armée, le général Tagme Na Wai, qui a pris fin en 2009 avec leur mort violente. Voir Briefing Afrique de Crisis Group n° 61, *La Guinée-Bissau: Dépasser la logique des armes*, juin 2009.

<sup>128</sup> Entretien de Crisis Group, colonel, Conakry, février 2010.

<sup>129</sup> Entretien de Crisis Group, officier supérieur, Conakry, février 2010.

quement privilégiés s'allient souvent contre des officiers instruits qu'ils considèrent comme une menace.<sup>130</sup> Chez les instruits, il y a de fréquents désaccords entre les officiers formés dans le bloc soviétique et ceux formés dans les pays comme la France et le Maroc. Cette multiplicité des formations a conduit à des querelles sur l'organisation des troupes, les structures de commandement ou les tactiques opérationnelles, ce qui sape le moral.<sup>131</sup> Les Guinéens parlent souvent de différents groupes dans l'armée en fonction du lieu de leur formation.<sup>132</sup>

Sous Sékou Touré, les soldats, les membres des milices et des CUM jouissaient de certains privilèges, ce qui créait des tensions avec les officiers supérieurs. Conté a inversé la donne, avec la dissolution des CUM et sa tendance à favoriser les grades les plus élevés, du moins au début. Les simples soldats se sont sentis alors progressivement marginalisés, nourrissant des griefs contre les officiers supérieurs. Le CNDD est arrivé au pouvoir par un coup d'Etat classique d'officiers subalternes, en partie motivé par les différences générationnelles. La suite, décrite ci-dessus, a également été typique de situations connues dans la région : le discours populiste contre des officiers plus âgés corrompus a fait place à l'insubordination et des abus de pouvoir.<sup>133</sup>

Le CNDD est divisé en factions loyales à ses différents dirigeants. Certains ont ainsi tenté d'empêcher Sékouba Konaté de prendre la relève de Dadis Camara.<sup>134</sup> En janvier 2010, des officiers fidèles à Dadis Camara se sont opposés au projet de transition de Konaté, réclamant le retour de Dadis Camara, en exil et convalescence à Ouagadougou, et envoyant même une délégation pour demander son rapatriement. En s'obstinant à garder, malgré l'indignation populaire, les auteurs de violations des droits de l'Homme Claude Pivi et Tiegboro Camara dans son cabinet, Konaté a cherché à apaiser les craintes des officiers toujours fidèles à Dadis Camara au sein de la junte et à contenir les éventuels fauteurs de troubles. Il est difficile de savoir comment ces divisions évolueront; beaucoup dépendra de l'attitude du nouveau président vis-à-vis de la justice au sein de l'armée - l'un des nombreux problèmes auxquels il devra faire face. Mais il est certain que la période

du CNDD a fait que certains officiers sont désormais loyaux à l'égard de quiconque pouvant les couvrir pour leurs exactions antérieures contre la population.

Les forces armées, en particulier les jeunes officiers proches de la junte, sont partagés entre ceux qui voient la transition vers un régime civil et la RSS comme une menace pour leurs privilèges et ceux qui la voient comme une opportunité pour le renouvellement moral et matériel de l'institution. Un nombre important d'hommes politiques et d'officiers ont reconnu à maintes reprises le risque d'une scission au sein des forces armées sur des questions fondamentales telles que la remise du pouvoir aux civils, l'amnistie pour les officiers impliqués dans des violations des droits de l'Homme et la réforme de l'armée. Le malaise général à l'égard d'une réforme menée par un gouvernement civil, confirmé par plusieurs entretiens de Crisis Group, devra faire l'objet de beaucoup d'attention.

## E. LES RELATIONS ENTRE CIVILS ET MILITAIRES

À l'indépendance, l'armée a contribué à la fierté du pays à construire une nation. Au fil des ans, elle a acquis une certaine crédibilité auprès de la population grâce à son rôle stabilisateur dans la sous-région, avec notamment sa participation aux opérations régionales de maintien de la paix et sa défense des frontières de la Guinée pendant les guerres en Sierra Leone et au Libéria. Il est encore possible de retrouver la fierté d'autrefois. Même aujourd'hui, les Guinéens se sentent étroitement liés à l'armée, les soldats offrant souvent un moyen de survie financière pour un grand nombre de membres de leur famille.

Toutefois, sous Sékou Touré et Conté, les relations entre civils et militaires ont été marquées par des rivalités. Tout au long de l'histoire de la Guinée, les forces armées ont été politisées et utilisées pour réprimer l'opposition civile, en procédant à des exécutions extra judiciaires, en faisant usage de la torture, et même en participant au truchage des élections. Inversement, le traitement infligé au corps des officiers sous Sékou Touré les a conduites à se méfier d'un pouvoir civil. Bien que Conté ait essayé de démilitariser son régime dans les années 1990, il a gardé un caractère très militaire. Il a placé des officiers au ministère de la Défense et déplacé la plupart de ses bureaux importants dans des casernes. Dans la dernière partie de sa vie, il travaillait lui-même à partir des casernes du centre de Conakry.

Les relations entre civils et militaires se sont davantage détériorées sous le CNDD. Après le massacre du 28 septembre, les civils ont attaqué des membres de familles de militaires.<sup>135</sup> Cela s'est passé en particulier à Conakry et

<sup>130</sup> Entretien de Crisis Group, capitaine, Conakry, février 2010.

<sup>131</sup> Entretiens Crisis Group, instructeur, Ecole des sous-officiers, Manéah, février 2010. Officier supérieur, Conakry, février 2010.

<sup>132</sup> Par exemple, certains parlent à propos des nominations récentes du retour des « diplômés de Meknès » à des postes de commandement, Meknès étant l'académie militaire au Maroc où Sékouba Konaté et de nombreux autres officiers supérieurs, y compris l'actuel chef d'état-major, ont été formés.

<sup>133</sup> Le régime du CNDD, avec sa popularité initiale comme sa détérioration ultérieure, peut être comparé à de nombreux égards à celui du NPRC en Sierra Leone en 1992-1996.

<sup>134</sup> Entretien de Crisis Group, source proche de la junte, Conakry, février 2010.

<sup>135</sup> Entretiens de Crisis Group, soldats, camp militaire de Samory Touré, Conakry, février 2010.

en Moyenne Guinée, puisque la majorité des victimes étaient membres de l'ethnie Peul, très présente dans ces régions.<sup>136</sup> Plusieurs sources au sein de l'armée ont évoqué leur peur pour leur propre sécurité et celle de leur famille à la suite du 28 septembre. A Conakry, des officiers en uniforme avaient peur d'utiliser les transports publics craignant la réaction de la population.<sup>137</sup> Des gens suspectés d'être des sympathisants de la junte ont vu leurs biens attaqués par des civils. A Pita par exemple, la maison d'une des plus grandes figures politiques locales, Ousmane Bah, a été attaquée par ses propres partisans parce qu'il avait montré de la sympathie pour la junte.<sup>138</sup> A Labé, les soldats ont été invités à rester dans leurs casernes pour éviter les confrontations ouvertes avec la population locale. Des soldats ont dit préférer s'habiller en civils parce qu'ils étaient insultés quand ils portaient leur uniforme.<sup>139</sup>

La situation n'est cependant pas la même partout. Dans certaines régions, en particulier là où il y a une forte présence militaire, le massacre n'a pas conduit à une rupture fondamentale des relations avec la population, probablement à cause des liens personnels qui ont été tissés.<sup>140</sup> Depuis que la rotation des postes est rare, les militaires ont tendance à rester au même endroit pendant de longues périodes, ce qui leur permet de développer des liens sociaux et familiaux avec les communautés d'accueil. En retour, ces collectivités bénéficient de leur présence et deviennent économiquement dépendantes d'eux. Un officier subalterne dans la région militaire de Kankan a souligné « l'importance des rations de riz [militaires] pour les communautés », qui sont souvent distribuées aux parents et amis ou revendues en dessous du prix du marché.<sup>141</sup>

Une partie du problème entre civils et militaires provient d'une incompréhension fondamentale de la part des uns et des autres au sujet du rôle des forces armées. Les plaintes des officiers à propos de l'hostilité qu'ils rencontrent montrent que beaucoup considèrent le contrôle interne comme leur responsabilité première plutôt que la défense des frontières. De nombreux civils voient les militaires

comme une super police, qui sert à réprimer les manifestations populaires, ériger des postes de contrôle et arrêter des criminels. Il n'y a pas d'éducation civique pour enseigner le rôle que devrait avoir l'armée. Très peu de militaires, même des officiers, peuvent faire clairement la différence entre la défense et la sécurité.<sup>142</sup>

Les occasions de discussions entre l'armée et la classe politique sont rares. La stratégie de contrôle très politisée de Sékou Touré n'avait aucun lien avec les institutions formelles. Les institutions légalement mandatées pour réguler l'armée, comme le Conseil de la défense nationale et le Comité parlementaire de la défense, sont à peine fonctionnelles. Après la mutinerie de 1996, les discussions concernant la défense et la sécurité sont devenues le monopole exclusif de Conté, de sa famille et du petit groupe d'officiers supérieurs qui l'entourait. Toutes les tentatives faites par des fonctionnaires pour changer cet équilibre des pouvoirs n'ont pas été prises en compte ou ont suscité des violences. Sous Conté, tous les ministres de la Défense, à l'exception de celui qui a occupé le poste pendant quelques mois dans un gouvernement d'unité nationale, étaient des militaires.

Sur le terrain, la relation développée par la société civile avec les forces armées s'est limitée à des invitations à participer à des ateliers sur des questions comme les droits de l'enfant, la protection des frontières et le dialogue entre civils et militaires.<sup>143</sup> Les discussions autour de la RSS sont un phénomène assez récent mais qui a gagné du terrain depuis la transition de la fin 2009.

En février 2010, un débat télévisé organisé par une organisation de la société civile a été l'une des premières opportunités pour les Guinéens de donner publiquement leur point de vue sur les forces armées.<sup>144</sup> Un mois plus tôt, deux ONG internationales avaient publié une étude sur la RSS.<sup>145</sup> En avril, l'ONG International Alert a organisé un atelier de trois jours sur la sécurité nationale et la politique de défense auquel ont participé des officiers supérieurs et des responsables des forces de défense et de sécurité, dont

<sup>136</sup> Entretien téléphonique de Crisis Group, activiste des droits de l'Homme, septembre 2009.

<sup>137</sup> Entretien de Crisis Group, officier et caporal, Conakry, février 2010.

<sup>138</sup> Entretien téléphonique de Crisis Group, gendarme, Labé, février 2010.

<sup>139</sup> Entretien de Crisis Group, soldats, région militaire de Labé, février 2010.

<sup>140</sup> A Dalaba, un officier du poste de gendarmerie a affirmé que l'incident n'a pas affecté leurs relations avec la population locale même si la plupart de ceux qui ont parlé à Crisis Group ont exprimé leur consternation à propos des événements du 28 septembre. Entretien de Crisis Group, commandant, Dalaba, février 2010. Homme d'affaires, Mamou, février 2010.

<sup>141</sup> Entretien de Crisis Group, lieutenant, région militaire de Kankan, février 2010.

<sup>142</sup> Entretien de Crisis Group, activiste de la société civile impliqué dans la RSS, mai 2010.

<sup>143</sup> Entretien de Crisis Group, directeur, Sabou Guinée; chef, comité civil-militaire, Conakry, février 2010.

<sup>144</sup> Entretien de Crisis Group, intervenants d'un programme de télévision, Conakry, février 2010.

<sup>145</sup> Cette étude - "Étude portant sur les Perspectives de Revalorisation des Forces de Défense et de Sécurité de la Guinée" - commandée par International Fund for Electoral Services (IFES) et Before (un groupe de lutte contre la violence de masse) a été l'une des premières initiatives d'ONG pour se pencher sur les défis de la RSS. Un grand groupe d'officiers et d'officiers à la retraite y ont pris part; Entretien de Crisis Group, directeur pays, IFES, Conakry, février 2010.

le chef d'état-major adjoint de l'armée.<sup>146</sup> Ces initiatives pour stimuler le débat sur le rôle des forces armées sont essentielles si une réforme de l'armée se profile, ainsi que cela s'est vérifié dans les pays voisins comme la Sierra Leone.<sup>147</sup>

L'apport des civils dans le rapport d'évaluation de la Cédéo sur la RSS de mai 2010 a été faible. Même si ce dernier fait part de la nécessité d'institutionnaliser une approche participative de gestion de la sécurité, il n'y a pas eu d'effort sérieux pour solliciter l'avis du Conseil national de la transition (CNT, qui est l'organe quasi-législatif créé en vertu de l'accord de Ouagadougou).<sup>148</sup> Cela n'entame pas la légitimité du rapport mais souligne l'importance de faire en sorte que les institutions civiles soient parties prenantes de la RSS. La restauration des relations entre civils et militaires est essentielle pour venir à bout des défis majeurs, parmi lesquels figurent la peur de la population et les inquiétudes vis-à-vis du possible pouvoir de nuisance des forces armées et d'un contrôle civil.

#### IV. LES DEFIS DE LA REFORME ET LA VOIE A SUIVRE

##### A. ETAT DES LIEUX

**Le nouveau président** sera confronté à une série de défis et dilemmes lorsqu'il s'agira de réformer l'armée. Certaines des pressions qui pèseront sur lui seront contradictoires. Il sera particulièrement difficile de trouver un équilibre entre la nécessité de contenir l'armée et d'obtenir son adhésion au processus de réforme, et la nécessité de réduire les effectifs et de changer fondamentalement la gestion financière. Une diminution radicale et rapide des effectifs ne rencontrera pas seulement la résistance des forces armées mais aura aussi des conséquences néfastes sur la sécurité. Un président civil n'aura aucun intérêt à se retrouver avec un grand nombre d'anciens soldats aigris errant dans le pays. Les réductions d'effectifs doivent par conséquent se faire progressivement, sans affaiblir la sécurité du pays et miner le processus de transition. Mais une approche par étapes ne doit pas conduire à ignorer le problème - le nombre pléthorique et la question financière qui lui est associée sont à la base de l'indiscipline de l'armée.

On peut craindre de potentiels fauteurs de troubles au sein des forces armées, en particulier si ces dernières sont vraiment prêtes à accepter une réelle, et pas seulement formelle, subordination au pouvoir civil. Le nouveau président devra composer avec une armée très méfiante vis-à-vis d'un pouvoir civil, et il pourrait du coup être tenté d'acheter sa sécurité personnelle en négligeant de s'attaquer à ses problèmes, ou de se constituer une garde présidentielle sur des critères ethniques, ce qui serait désastreux pour ses relations avec le reste de l'armée.

La question de la responsabilité des officiers accusés de violations des droits de l'homme est un autre sujet important à mettre sur la table. L'armée est susceptible de continuer à résister aux pressions nationales et internationales à ce propos, et d'utiliser la menace implicite d'une autre intervention. Le président devra donc trouver un juste milieu entre le besoin de réconciliation et la nécessité de rendre justice aux victimes, pour permettre au pays de venir à bout de son passé sans mettre en danger la transition.

Ceux qui ont une part de responsabilité importante dans les atrocités du passé devront être amenés, notamment en coopération avec le travail de la CPI, à rendre des comptes. Mais il faudra également accepter l'idée que beaucoup d'auteurs de violations des droits humains ne pourront pas être poursuivis ; il faudra utiliser les processus de réconciliation au niveau communautaire pour qu'ils trouvent une place dans la société. La formation devra aussi servir à identifier les auteurs d'abus les plus flagrants et les opérations de recrutement devront, à l'avenir, avoir un filtrage approprié pour prévenir les violations des droits de l'Homme.

<sup>146</sup> Entretien de Crisis Group, directeur pays, International Alert, Conakry, mai 2010.

<sup>147</sup> Voir Jalloh, M.J et Daniel Gbondo "Playing with the enemy: Making sense of the evolving patterns of civil-military cooperation in post-conflict Sierra Leone", *Governance Review: A Journal on Good Governance in Sierra Leone*, Freetown, 2006.

<sup>148</sup> Le CNT a été l'une des institutions fondamentales mises en place dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Ouagadougou signé par le CNDD et les forces politiques pour mettre en place un gouvernement et des institutions de transition en janvier 2010.

De manière générale, le président disposera d'importants atouts, dont la légitimité donnée par le processus démocratique, un appui international et une région relativement paisible. Mais il sera aussi en partie en position de faiblesse – en particulier à cause de l'ampleur de la tâche et de la menace implicite mais toujours présente que l'armée intervienne sur le plan politique ou cherche à semer le chaos.

**Au sein de l'armée**, les positions des uns et des autres vis-à-vis d'une réforme combinent une volonté de la voir engagée avec la peur de perdre des privilèges et des emplois, ainsi que d'être soumis à d'éventuelles sanctions. Si la majorité des militaires, en particulier hors de la capitale, sont enthousiastes à l'idée d'une réforme et que le sujet occupe une grande place dans les discussions dans les casernes, leur niveau d'information, qui vient essentiellement de la télévision nationale et des radios locales, est faible. Beaucoup voient la réforme comme l'occasion d'aborder la question du malaise et de l'injustice qui prévalent au sein des forces armées. D'autres la voient comme un moyen de rendre l'armée guinéenne acceptable sur la scène internationale. C'est un point important pour beaucoup de membres des forces armées, lassés, comme le sont de nombreux civils, de l'état soi-disant exceptionnel de la Guinée datant de la période révolutionnaire de Sékou Touré. Les partisans de la réforme sont aussi motivés par des questions plus matérielles - le désir de participer à des missions internationales de maintien de la paix avec le prestige et l'argent qu'elles offrent. De nombreux officiers supérieurs estiment qu'une armée apolitique, bien équipée et prise en charge est vitale pour la stabilité du pays, et que c'est dans leur intérêt.<sup>149</sup>

Toutefois, pour une grande partie des forces armées de tout grade, réformer l'armée signifie avant tout « la prospérité des casernes », l'amélioration des conditions matérielles plutôt qu'une restructuration des relations entre l'armée et le pouvoir civil. Les hommes politiques sont encore considérés avec méfiance sinon avec mépris. Cette profonde différence de perception devra être prise en compte pour éviter les problèmes du passé.<sup>150</sup> Malgré l'enthousiasme de beaucoup pour une réforme de l'armée et les

affirmations répétées de Konaté que seul un gouvernement civil peut garantir un salaire régulier, des officiers, en particulier ceux qui ont été proches de la junte, ne ressentent pas tous l'urgence et la nécessité de mettre en place un régime civil démocratique et ont peur de perdre leurs avantages.

L'idée de devoir rendre des comptes pour les exactions passées explique évidemment aussi la peur d'un régime civil. Même si beaucoup d'auteurs d'abus justifient leurs actes en invoquant les ordres reçus, ils sont aussi conscients de la profonde colère de la population. Après les massacres de janvier-février 2007 et du 28 septembre 2009, des défenseurs des droits de l'Homme – et quelques personnalités politiques, y compris les deux principaux candidats à la présidence – ont réclamé des poursuites contre les membres des forces armées devant un tribunal international. Plus récemment, des groupes de victimes ont demandé que les militaires responsables de crimes contre l'humanité soient jugés.<sup>151</sup> Le procès de Charles Taylor à La Haye rappelle que, même plusieurs années plus tard, il est possible d'être amené à rendre des comptes pour des méfaits commis dans le passé.

**La communauté internationale** se montre très volontaire pour aider à réformer l'armée. Alors que les gouvernements et les bailleurs de fonds sont visiblement prêts à accompagner les efforts des acteurs nationaux et régionaux, la manière dont se fera la coordination de l'aide reste floue. Il faudra veiller à ce que les bailleurs de fonds ne soient pas montés les uns contre les autres par une armée soucieuse de préserver ses privilèges comme en Guinée-Bissau.<sup>152</sup> En outre, ce serait une erreur de penser qu'un gouvernement démocratique nouvellement élu pourra fournir tout seul l'initiative nécessaire, en particulier sur les décisions difficiles concernant les finances, au cœur des problèmes de l'armée. La coordination sera d'autant plus difficile que les fonds viendront de différentes sources. La Cédéao ne pourra probablement pas fournir d'argent mais pourrait être chargée de la coordination, ce qui pourrait générer des désaccords au sujet l'orientation de la réforme.

La mission d'évaluation de la RSS de la Cédéao est considérée comme une feuille de route pour un engagement international. Le choix comme chef de Lamine Cissé, ancien général et ministre sénégalais, l'a incontestablement légitimée et elle a eu le soutien des autorités guinéennes.<sup>153</sup>

<sup>149</sup> Cette analyse est tirée de nombreuses discussions avec des soldats menées en février et mai 2010, dont des entretiens de Crisis Group, caporal et soldats privés, Kindia, février 2010; commandant, région militaire de Kankan, février 2010; officiers subalternes, région militaire de Labé, février 2010; et de longues discussions avec des membres de la commission inter-armée.

<sup>150</sup> Des entretiens de Crisis Group en mai 2010 avec un large panel d'acteurs importants dans le processus de réforme ont mis en évidence une nette distinction entre les membres des forces armées, pour lesquelles la réforme doit porter sur les conditions matérielles, et les civils pour qui le principal problème à résoudre sont en général celui des effectifs et des finances.

<sup>151</sup> Voir "Des dizaines de constitutions de parties civiles dans l'affaire du 28 septembre 2009", *GuinéeDirect*, 4 juin 2010.

<sup>152</sup> Voir le Briefing Afrique N°61, *Guinée-Bissau: Dépasser la logique des armes*, juin 2009.

<sup>153</sup> Selon les mots du conseiller spécial du président: "nous sommes très satisfaits du rapport": Entretien de Crisis Group, Conakry, mai 2010.

Cependant, et peut-être était-ce inévitable, le rapport reste vague sur certains aspects comme celui du budget, la taille des effectifs et le problème de l'impunité, ce qui peut expliquer le succès du rapport auprès des autorités guinéennes et de l'armée. Les détails restent à négocier, et de nombreux acteurs internationaux attendent un engagement clair du nouveau gouvernement avant de décider un soutien financier ou une aide en formation.

La France est prête à soutenir la réforme de l'armée si la Cédéao prend les devants mais elle n'a pas encore pris d'engagement bien défini sur la RSS ; Paris pourrait utiliser son influence pour pousser l'Union européenne (UE) à une plus grande participation. Les Français sont préoccupés par les questions de coûts; un haut fonctionnaire français a ainsi déclaré: «les Guinéens ne doivent pas attendre des bailleurs de fonds qu'ils règlent toutes les factures et des dispositions doivent être prises pour que la réforme de l'armée soit prise en compte dans le budget national ». <sup>154</sup> Toute éventuelle aide future française sera liée à son accord bilatéral de coopération militaire signé en 1984 avec la Guinée. <sup>155</sup> La France compte en Guinée dix officiers de l'armée qui fournissent une assistance technique (notamment en matière de formation) aux secteurs de la sécurité et de la défense. <sup>156</sup> Elle a également formé la force de sécurisation des élections (Fossepel) au contrôle des foules et au maintien de l'ordre public et un détachement de dix officiers basés au Sénégal a formé, entre le 11 mai et le 11 juin 2010, deux compagnies d'infanterie au maintien de la paix. <sup>157</sup>

L'UE, qui apporte une importante aide au développement, n'envisage pas d'avoir un rôle clé sur la RSS, contrairement à ce qui s'est passé en Guinée-Bissau. Les problèmes rencontrés dans ce pays, qui ont entraîné la fermeture de la mission de l'UE mi-2010, peuvent être un facteur décourageant. Cependant, des fonctionnaires de l'UE semblent prêts à soutenir certains aspects de la RSS, dont la justice, selon peut-être que des fonds d'aide déjà alloués à la Guinée puissent être affectés à la formation professionnelle et les mises à la retraite. L'UE a fourni un appui à l'équipe de la Cédéao qui a conduit l'évaluation RSS. Toutefois, elle n'envisage pas une mission RSS. « Je ne vois pas l'UE

jouer un rôle clé en dehors d'une large configuration », a dit un haut fonctionnaire de l'UE. <sup>158</sup> Beaucoup dépendra de l'empressement de la France, reconnue à Bruxelles comme étant un pays référent pour la Guinée, à mobiliser des soutiens.

Les Etats-Unis ont également été impliqués dans la réforme de l'armée. En 2002, ils ont formé et équipé 800 membres du bataillon Ranger à servir comme force de contre-insurrection dans l'Union de la rivière Mano. Cette formation est très bien vue au sein des forces armées guinéennes. La Guinée a également bénéficié de divers programmes américains d'assistance militaire. En mars 2010, une délégation de Washington est venue à Conakry pour discuter d'un appui à la justice et à une réforme de l'armée. Les USA ont fourni deux experts pour travailler avec l'équipe d'évaluation RSS de la Cédéao. <sup>159</sup> Son rapport a souligné la volonté des USA d'apporter une assistance pour la RSS. Bien que près de 3 à 4 millions de dollars aient déjà été prévus par le département d'Etat (sans compter le soutien à la Cédéao, à la réforme de la police et la sécurité des élections), on ne connaît pas encore le montant de la somme globale qui sera débloquée.

L'approche des Nations Unies vis-à-vis de la RSS a été marquée par son engagement à renforcer la coordination internationale. Bien que l'Office des Nations Unies pour l'Afrique (Unowa) ait été activement impliqué dans le processus, son rôle futur pour la RSS n'est pas encore décidé. On ne sait pas exactement comment il continuera à mobiliser des ressources internationales et à pousser pour une plus grande implication des Nations Unies. Jusqu'à présent, il a fait en sorte que les différentes structures des Nations Unies en Guinée forment un front commun sur la RSS, tout en prenant en charge la coordination politique en vertu de sa position dans le groupe de contact international. <sup>160</sup> Il a également été influent au sein de la mission d'évaluation RSS de la Cédéao.

## B. LES PRIORITÉS DE LA RÉFORME

Malgré l'impulsion apparente et la fenêtre d'opportunité qui existent, l'équilibre des forces n'est pas tout à fait favorable à une réforme. La participation de la communauté internationale risquant d'être relativement faible, les conservateurs au sein de l'armée disposeront de nombreux leviers pour imposer leurs vues. La tâche la plus importante sera de faire pencher la balance du côté des partisans de la réforme et d'isoler les fauteurs de troubles. Beaucoup

<sup>154</sup> Entretien de Crisis Group, responsable français, Paris, juillet 2010; expert de la sécurité, Paris, mars 2010.

<sup>155</sup> Cette coopération a été brièvement suspendue à la suite du massacre du 28 septembre 2009. Elle a repris le 22 février 2010. Entretien de Crisis Group, officier français, Paris, juillet 2010.

<sup>156</sup> Les dix officiers sont ainsi répartis: deux (attachés de défense de sécurité); deux (développement des ressources humaines); deux (gendarmerie nationale); un (marine) ; un (école de transmission); un (formation des officiers); un (école des sous officiers), Entretien de Crisis Group, officier supérieur, Paris, juillet 2010.

<sup>157</sup> Voir «La France et la Guinée relancent leur coopération militaire opérationnelle : déclaration», *GuinéeNews*, 15 juin 2010.

<sup>158</sup> Entretien de Crisis Group, haut fonctionnaire de l'UE, Bruxelles, 29 juin 2010.

<sup>159</sup> Voir Arieff, A., "Guinea's New Transitional Government: Emerging Issues for US Policy", Congressional Research Service, avril 2010.

<sup>160</sup> Entretien de Crisis Group, représentant résident du PNUD, Conakry, mai 2010; responsables de l'ONU, Dakar, mai 2010.

devra être fait pour rassurer, mais sans violer les principes d'une gestion transparente, qui doit être au centre de la réforme.

L'objectif de la réforme n'est pas très compliqué; les problèmes et les besoins de l'armée de la Guinée ne sont pas, finalement, très différents de ceux d'autres pays. Il faut une armée plus petite; les armées réformées de la Sierra Leone et du Libéria comptent respectivement 10 000 et 2000 éléments, et, même en tenant compte des zones frontalières où il faut patrouiller, l'armée guinéenne ne doit pas dépasser 12 000 personnes, la gendarmerie non comprise. Ce chiffre doit être un objectif à long terme, et doit être décidé dans le cadre d'un examen approfondi des besoins. Il faudra une forte volonté politique pour mener cette tâche. La nouvelle armée devra se concentrer sur la sécurité nationale, et aura probablement la possibilité d'être engagée dans des opérations internationales. Elle doit s'abstenir de travailler sur la criminalité, qui est de la responsabilité de la police et de la gendarmerie, ces dernières devant être prises en compte par la RSS lorsqu'elle définira les rôles de chacune des entités du secteur sécuritaire.

Si l'armée guinéenne n'a pas, jusqu'à présent, rempli son rôle, c'est principalement à cause à l'insécurité du régime, mais aussi de sa capacité à bloquer les réformes. Pour réussir à mettre en œuvre une réforme, il faudra avoir bien à l'esprit ses objectifs, tout en choisissant soigneusement les priorités afin d'atténuer le risque de récurrence. La première priorité est d'obtenir l'adhésion de l'armée, au moins du plus nombre possible d'officiers, sans la laisser dicter la nature et le rythme de la réforme. C'est particulièrement important pour la première étape du processus de réforme, qui consistera à élaborer un Livre blanc sur la défense et à renforcer la participation populaire et démocratique. Un recensement exhaustif des effectifs de l'armée sera ensuite nécessaire.

La priorité doit être ensuite donnée à deux aspects. D'abord, l'administration publique doit être démilitarisée, en réduisant notamment le nombre d'officiers qui travaillent au ministère de la Défense. Ensuite, il faudra travailler à l'amélioration de la gestion interne de l'armée, en profitant du dégoût qu'a généré l'indiscipline de l'année 2009. Cela devrait poser les bases pour un élément important: la mise sur pied d'une police militaire beaucoup plus solide avec des pouvoirs d'enquête.

Une large coordination des donateurs en faveur de la RSS ne sera probablement pas mise en place, puisque la plupart des bailleurs de fonds préféreront donner la priorité à leurs programmes bilatéraux de formation. Cela ne devrait pas être un handicap si les principes et doctrines de l'UA sont respectés. Mais un comité de coordination des bailleurs de fonds RSS devra tout de même être créé pour travailler avec une structure guinéenne sur la mise en œuvre du Livre blanc, y compris sur certains postes de

dépenses comme un régime de retraite. Il devrait pouvoir être dirigé par la Cédéao, avec le soutien de l'Unowa, même si la majeure partie des fonds viendront de bailleurs de fonds occidentaux.

## **1. Surveillance civile et clarification du rôle des forces armées**

Parvenir à un contrôle civil complet et fonctionnel, avec une participation de la base, est un objectif essentiel de la réforme de l'armée. Il faudra aussi que le processus de réforme lui-même soit soumis à un contrôle démocratique. Il faudra obtenir un certain niveau de consensus populaire autour du projet de création d'une armée disciplinée, efficace, moderne, non partisane et transparente. Cela implique l'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale et une politique mettant en évidence les rôles et les mandats des forces de défense et de sécurité. Avant les élections législatives (prévues six mois après l'élection présidentielle), le Conseil national de la transition (CNT) doit jouer un rôle. Il devra mettre en place un sous-comité pour examiner le projet de Livre blanc et fournir des recommandations détaillées. Ce travail ne doit pas être uniquement mené par le bureau du président, une adhésion plus large étant nécessaire pour faire face aux auteurs de troubles potentiels.

Il faudra utiliser les discussions autour d'un Livre blanc pour stimuler le débat au sein des forces armées; un maximum d'efforts doit être déployé pour obtenir leur soutien à ce stade, et à chaque nouvelle étape du processus. Il faudra également venir à bout des idées fausses qui ont cours sur le rôle de l'armée et qui se sont accumulées au fil des années. Cela devrait se faire en même temps qu'une démilitarisation de l'administration pour obtenir des avancées relativement rapides, concrètes et visibles dans le processus de réforme.

L'étape suivante sera de mettre en place un système de surveillance des civils sur la gestion, y compris sur l'intendance, en renforçant notamment les capacités des membres du nouveau ministère de la Défense civil, même si des officiers supérieurs sont susceptibles de vouloir maintenir un contrôle sur les promotions, les offres et les recrutements. Le Conseil national de défense et la Commission parlementaire sur la défense devront être réactifs et leur pouvoir renouvelé afin qu'ils puissent contribuer, avec le ministère, à la surveillance civile et prendre des décisions sur des questions clés comme la taille des effectifs, les nominations de chefs de service et les dépenses de défense. Des formations devront être mises en place à l'intention des hommes politiques civils afin qu'ils puissent élargir leur base de connaissances en matière de défense.

Entre-temps, il faudra réfléchir à la manière de venir à bout de la défiance et, dans certains cas, de l'amertume, qui caractérisent les relations civils-militaires au niveau

de la base. Des ONG pourraient jouer un important rôle dans ce domaine, avec par exemple des programmes d'éducation civique mettant en évidence le rôle des forces armées et avec l'organisation de débats publics sur l'armée en invitant les militaires à dialoguer avec la société civile. Même s'il faudra travailler à la réconciliation, la justice devra pouvoir fonctionner dans les cas d'abus les plus graves. Une nouvelle administration pourrait être tentée d'éviter cette question, mais il est important que le principe de responsabilité soit au moins réaffirmé publiquement et que les principes de base soient posés. Ceci afin d'éviter que perdure un sentiment de peur, parfois non fondé, qui pourrait créer un climat favorable aux fauteurs de troubles.

Une attention particulière doit être accordée à l'étude progressive de cas de torture. Même si cela peut comporter des risques, comme celui de voir leurs auteurs réagir violemment, laisser cette question en suspend n'est pas viable. Comme cela a été précisé précédemment, les victimes de torture dans des pays voisins ont été les instigateurs de nouvelles violences. La seule façon d'éviter un scénario similaire en Guinée est de donner aux victimes le sentiment que la justice est possible. Les lieux de torture et les victimes doivent donc être identifiés, et des enquêtes doivent être lancées.

Une réflexion doit aussi être engagée pour une participation citoyenne de plus long terme dans le processus de réforme, en constituant par exemple des comités régionaux civils-militaires de développement, comme cela a été fait avec succès en Sierra Leone. Ces comités pourraient au niveau communautaire, en s'appuyant sur l'expertise de l'armée, en particulier le Génie militaire, faire avancer le développement des infrastructures rurales.

Il est essentiel que les forces armées soient pleinement représentatives de la société guinéenne, en particulier en termes ethniques. Bien que ce soit un objectif à moyen terme demandant un renouvellement des troupes et des changements dans le recrutement, le principe doit être intégré dans les discussions autour du Livre blanc.

## 2. Ressources et effectifs

Le manque de transparence financière étant à la base des nombreux problèmes de l'armée, l'amélioration de la gestion est peut-être l'aspect le plus important de la réforme. Comme le reste, cela doit être dès le début un objectif à long terme et un principe directeur pour la mise en œuvre de la réforme. Un programme doit être élaboré, impliquant à la fois des experts financiers guinéens et étrangers, qui se verront confier une responsabilité spécifique dans la surveillance du budget militaire, et rendront compte à la Cédéao, en tant que coordonnateur de la RSS, et au nouveau président. Bien que le contexte soit différent, le mécanisme de gestion financière (Gemap) imposé

au gouvernement libérien au lendemain de la guerre civile pourrait servir de guide.<sup>161</sup> Ce mécanisme de contrôle peut également être utilisé comme base pour une restructuration administrative globale et la création d'outils efficaces de gestion financière.

La communauté internationale peut commencer immédiatement à conditionner son soutien à la RSS à une transparence financière accrue au sein des forces armées, y compris dans le cadre de la remise en état des casernes et avec une discussion complète et franche sur les critères d'utilisation du secret défense qui a servi dans le passé à couvrir des pratiques de corruption. Les bailleurs de fonds internationaux doivent aussi faire pression pour une réduction des dépenses globales de la défense. Même si ceci ne se fera pas non plus du jour au lendemain, il faut qu'il soit clair dès le début que l'un des objectifs de la RSS est de réduire la charge que l'armée fait peser sur le budget national.

Il n'y a probablement pas de meilleur exemple des défis d'une réforme de l'armée en Guinée que celui de la réduction de ses effectifs pléthoriques, un aspect essentiel du problème des ressources. La taille actuelle des forces armées n'est pas tenable à long et même à moyen terme. La réduction des effectifs devra se faire en différentes phases, chacune devant tenir compte de l'équilibre des forces en présence, et à condition que le travail politique préalable de persuasion en faveur d'une réforme ait porté ses fruits. La première étape, relativement facile, sera de geler complètement le recrutement, avant une révision approfondie des procédures. Même si l'armée revendique 45320 éléments, il n'existe pas de chiffres fiables. Il est donc urgent de procéder à un recensement pour déterminer les besoins réels en ressources et planifier des réductions. Il y aura certainement besoin d'une aide extérieure pour résoudre les problèmes techniques et empêcher l'armée de fausser les résultats en vue d'augmenter les ressources liées à la réforme. La Cédéao est en train de développer progressivement une expertise dans ce domaine et devrait être invitée à apporter sa contribution.

La formation pourra aider à régler la question de la taille des effectifs dans le moyen et long terme. Elle devra servir à faciliter le retour à la vie civile de ceux qui quitteront l'armée et à professionnaliser ceux qui resteront. Une équipe militaire internationale de conseil et de formation, associant la Cédéao et les Français comme noyaux de base mais aussi avec l'apport des Etats-Unis, devra être mise sur pied pour fournir des conseils stratégiques et opérationnels à un programme complet de formation à long terme. Cela permettra aux soldats d'acquérir des compétences de base nécessaires à leur retour éventuel à la vie

---

<sup>161</sup> Governance and Economic Management Assistance Program (GEMAP).

civile. Une formation accélérée sera nécessaire pour les officiers supérieurs qui ont bénéficié de promotions irrégulières sans avoir les qualifications requises.

Il faudra aussi un plan pour gérer les départs à la retraite. Selon le rapport d'évaluation de la RSS de la Cédéao, 6 pour cent des militaires, dont de nombreux officiers de rang supérieur, ont dépassé 55 ans. Des possibilités de recyclage des officiers à la retraite et des soldats doivent également être étudiées et des projets de reconversion pour les mises à la retraite volontaire doivent être mis sur pied afin de permettre à ceux qui le veulent d'exercer d'autres métiers dans le secteur de la sécurité, comme celui de garde de parc national. La crainte de perdre des avantages comme la ration de riz explique la réticence des officiers supérieurs à prendre leur retraite.

Des incitations spéciales, mais limitées dans le temps, doivent être conçues pour que les officiers supérieurs, notamment, puissent prendre leur retraite en gardant certains de leurs avantages, comme la ration de riz. Un fonds multi-donateurs pour aider à financer ce plan devra être créé. La communauté internationale devra également faciliter le processus d'engagement des forces armées dans des missions de maintien de la paix, qui est un moyen supplémentaire pour parvenir à une force plus professionnelle. Une attention particulière devra être donnée à la mise en retraite des officiers supérieurs, dont certains ont développé des intérêts commerciaux considérables grâce à leur position dans l'armée. Certains auront besoin d'être rassurés lorsqu'ils retourneront à la vie civile, d'autres, qui pourraient être tentés de jouer les fauteurs de troubles, devront être surveillés étroitement lorsque la transparence financière sera effective.

L'une des contreparties à la baisse des effectifs est qu'une armée plus petite devrait avoir de meilleures conditions de service. Sans cela, rien ne pourra, quelque soit le montant dépensé dans des structures de contrôle, faire baisser la corruption et le malaise. Des ressources doivent être allouées à l'amélioration du confort des officiers, des soldats et de leurs familles. Des garde-fous seront nécessaires pour que l'argent soit dépensé dans de meilleurs salaires, logements, moyens de transport et soins de santé pour tous les grades plutôt que dans l'amélioration du sort des officiers supérieurs. En parallèle, il sera essentiel de régler les questions de statuts juridiques et d'emploi, qui ont souffert des longues années de mauvaise gestion, et de garantir un plan de carrière pour les officiers et les soldats, y compris pour ceux qui prennent leur retraite.

### 3. En finir avec la politisation

Il est essentiel que le nouveau président résiste à la tentation d'utiliser les forces armées à des fins partisans, comme ses prédécesseurs l'ont fait. Il doit reconnaître que la politisation de l'armée a détruit son professionnalisme.

Les officiers doivent être conscients que s'ils jouent un rôle néfaste ils mettront un peu plus à mal leur crédibilité et renforceront les sentiments anti militaires de la société. D'importants efforts doivent être déployés pour l'éducation et la formation des officiers afin d'assurer le développement d'un corps professionnel et apolitique.

Il faut aussi tenir compte du syndrome « d'insécurité » du régime, qui a conduit les différents présidents à instrumentaliser les forces armées, souvent avec des conséquences désastreuses, parce qu'ils avaient peur pour leur sécurité personnelle ou celle du régime. Le processus démocratique en cours, malgré toutes ses imperfections, est une première étape pour sécuriser le régime via la légitimité. Mais il faudra davantage, comme des garanties claires de la Cédéao en matière de sécurité, et de très forts signaux de la communauté internationale contre une éventuelle intrusion de l'armée en politique. De même, le nouveau président doit jouer son rôle, en gouvernant correctement, et en ne manipulant pas la constitution à ses fins personnelles.

Bien que ce rapport se soit concentré sur les défis nationaux, l'environnement sécuritaire de la région est très important pour la réussite d'une réforme de l'armée en Guinée. Sans stabilité régionale, il sera difficile de faire des progrès sur la plupart des problèmes les plus urgents. Le soutien à des groupes armés étrangers, les recrutements massifs et non réglementés, les flux illégaux d'armes et les activités économiques illicites ont pesé lourdement sur le professionnalisme des forces armées au cours des dernières années. Le maintien de la stabilité au Liberia, dont les liens avec la région forestière de la Guinée sont nombreux, sera indispensable pour assurer la période d'incubation nécessaire à la conduite d'une réforme de l'armée en Guinée.

## V. CONCLUSION

Une réforme des forces armées de la Guinée est essentielle pour résoudre les dysfonctionnements politiques du pays et assurer la stabilité à long terme de la sous-région. Des décennies de mauvaise gouvernance et d'utilisation abusive ont fait de l'armée une source d'instabilité politique chronique et un poids pour un régime civil démocratique. La réforme d'une armée, réputée pour son indiscipline, ses violations des droits humains et son manque de confiance dans un pouvoir civil, nécessitera une forte volonté politique, un engagement et des ressources à long terme de la part des bailleurs de fonds.

Malgré l'urgence reconnue par tous, il y a un risque évident que les différentes parties en jeu aient des conceptions différentes de ce que doit apporter une RSS, et que les forces armées veuillent imposer leur propre vision. Tout en veillant à ce que la priorité soit accordée à une appropriation locale du processus de réforme, les acteurs internationaux devront veiller à ce que la RSS ne porte pas seulement sur l'amélioration des conditions matérielles des forces armées mais permette aussi de définir la place de ces dernières dans un nouvel ordre démocratique.

Le rapport d'évaluation de la RSS de la Cédéao a fixé le cadre stratégique d'une réforme de l'armée, mais il restera lettre morte si le nouveau président et les bailleurs de fonds ne parviennent pas à régler les problèmes les plus litigieux de mauvaise gestion financière et d'effectifs pléthoriques. L'élection du président et la dynamique de réforme qui prévaut apparemment au sein des forces armées constituent une fenêtre d'opportunité pour engager sur une bonne voie une réforme. La communauté internationale doit rester en éveil après les élections, afin que les investissements considérables déjà réalisés pour la stabilisation du pays et de la sous-région ne soient pas compromis.

**Dakar/Nairobi/Brussels, 23 septembre 2010**

## ANNEXE A

### CARTE DE GUINEE



## ANNEXE B

### A PROPOS D'INTERNATIONAL CRISIS GROUP

International Crisis Group est une organisation non-gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 130 personnes réparties sur cinq continents. Celles-ci conçoivent des analyses de terrain et mènent une sensibilisation à haut niveau dans un but de prévention et de résolution des conflits.

L'approche de Crisis Group est fondée sur une recherche de terrain. Des équipes d'analystes postés dans des pays à risque ou à proximité de ceux-ci effectuent des recherches sur le terrain. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux décideurs internationaux. Crisis Group publie également *Crisis Watch*, un bulletin mensuel de douze pages offrant une mise à jour régulière et succincte des situations de conflit potentiel ou en cours les plus importantes partout dans le monde.

Les rapports et briefings de Crisis Group sont largement diffusés par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org). Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin de les sensibiliser à ses analyses et de générer un soutien pour ses recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir rapports et recommandations auprès des décideurs politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est co-présidé par Christopher Patten, ancien Commissaire européen aux Relations extérieures, et par Thomas Pickering, ancien ambassadeur des Etats-Unis. Louise Arbour, ancienne haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme et ancienne procureur en chef des Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda, est la présidente de Crisis Group depuis juillet 2009.

Crisis Group a son siège à Bruxelles et des bureaux de liaison à Washington DC (où l'organisation est basée en tant qu'entité légale) et New York, un bureau à Londres, et deux présences de liaison à Moscou et Pékin. L'organisation dispose actuellement de neuf bureaux de terrain (à Bichkek, Bogota, Dakar, Islamabad, Istanbul, Jakarta, Nairobi, Pristina et Tbilissi) et quatorze représentations locales (Bakou, Bangkok, Beyrouth, Bujumbura, Damas, Dili, Jérusalem, Kaboul, Katmandou, Kinshasa, Port-au-Prince, Pretoria, Sarajevo et Séoul). Crisis Group couvre une soixantaine de pays et territoires touchés ou menacés par des crises sur quatre continents. En Afrique, il s'agit de : Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Erythrée, Ethiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Liberia, Madagascar, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad et Zimbabwe ; en Asie : Afghanistan, Bangladesh, Birmanie/Myanmar, Cachemire, Corée du Nord, détroit de Taïwan, Indonésie, Kazakhstan,

Kirghizstan, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste et Turkménistan ; en Europe : Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Géorgie, Kosovo, Macédoine, Russie (Nord-Caucase), Serbie et Turquie ; au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : Algérie, Arabie Saoudite, Egypte, Iran, Iraq, Israël-Palestine, Liban, Maroc, Syrie et Yemen ; et en Amérique latine et aux Caraïbes : Bolivie, Colombie, Equateur, Guatemala, Haïti et Venezuela.

Crisis Group reçoit l'appui financier d'une multitude de gouvernements, fondations institutionnelles et donateurs privés. Les agences et départements gouvernementaux suivants ont offert un appui financier au cours des dernières années : l'Agence américaine pour le Développement international, l'Agence australienne pour le Développement international, l'Agence autrichienne pour le Développement, l'Agence canadienne de Développement international, l'Agence japonaise pour la Coopération internationale, l'Agence néo-zélandaise pour le Développement international, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, la Commission européenne, le Centre de recherches pour le Développement international du Canada, le Conseil de la Recherche économique et sociale du Royaume-Uni, le Département des Affaires étrangères et du Commerce de l'Australie, le Département des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada, le Département fédéral des Affaires étrangères de la Confédération suisse, le Département du Royaume-Uni pour le Développement international, le Ministère allemand fédéral des Affaires étrangères, le Ministère belge des Affaires étrangères, le Ministère royal des Affaires étrangères du Danemark, le Ministère des Affaires étrangères des Emirats Arabes Unis, le Ministère finlandais des Affaires étrangères, le Ministère français des Affaires étrangères, Irish Aid, le Ministère des Affaires étrangères de la Principauté du Liechtenstein, le Ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, le Ministère néerlandais des Affaires étrangères, le Ministère suédois des Affaires étrangères, le Ministère tchèque des Affaires étrangères, le Ministère royal norvégien des Affaires étrangères et le Ministère des Affaires étrangères turc.

Les fondations et donateurs du secteur privé, qui ont fourni un soutien financier au cours des dernières années, regroupent : Better World Fund, Carnegie Corporation of New York, The Charitable Foundation, Clifford Chance Foundation, Connect U.S. Fund, The Elders Foundation, William & Flora Hewlett Foundation, Humanity United, Hunt Alternatives Fund, Jewish World Watch, Korea Foundation, John D. & Catherine T. MacArthur Foundation, Open Society Institute, Victor Pinchuk Foundation, Ploughshares Fund, Radcliffe Foundation, Rockefeller Brothers Fund, Sigrid Rausing Trust, et VIVA Trust.

Septembre 2010

## ANNEXE C

### RAPPORTS ET BRIEFINGS DE CRISIS GROUP EN AFRIQUE DEPUIS 2007

#### *Afrique Australe*

- Zimbabwe: An End to the Stalemate?*, Rapport Afrique N°122, 5 mars 2007.
- Zimbabwe: A Regional Solution?*, Rapport Afrique N°132, 18 septembre 2007.
- Zimbabwe: Prospects from a Flawed Election*, Rapport Afrique N°138, 20 mars 2008.
- Negotiating Zimbabwe's Transition*, Briefing Afrique N°51, 21 mai 2008.
- Ending Zimbabwe's Nightmare: A Possible Way Forward*, Briefing Afrique N°56, 16 décembre 2008.
- Zimbabwe: Engaging the Inclusive Government*, Briefing Afrique N°59, 20 avril 2009.
- Zimbabwe: Political and Security Challenges to the Transition*, Briefing Afrique N°70, 3 mars 2010.
- Madagascar : sortir du cycle de crises*, Rapport Afrique N°156, 18 mars 2010.

#### *Afrique Centrale*

- Congo : poursuivre l'engagement international après les élections*, Briefing Afrique N°44, 9 janvier 2007 (aussi disponible en anglais).
- Northern Uganda: Seizing the Opportunity for Peace*, Rapport Afrique N°124, 26 avril 2007.
- Congo : consolider la paix*, Rapport Afrique N°128, 5 juillet 2007 (aussi disponible en anglais).
- Burundi : conclure la paix avec les FNL*, Rapport Afrique N°131, 28 août 2007 (aussi disponible en anglais).
- Le processus de paix pour le Nord de l'Ouganda : continuer sur la lancée*, Briefing Afrique N°46, 14 septembre 2007 (uniquement disponible en anglais).
- Congo : ramener la paix au Nord Kivu*, Rapport Afrique N°133, 31 octobre 2007 (aussi disponible en anglais).
- Republique Centrafricaine : anatomie d'un Etat fantôme*, Rapport Afrique N°136, 13 décembre 2007 (aussi disponible en anglais).
- Congo : quatre priorités pour une paix durable en Ituri*, Rapport Afrique N°140, 13 mai 2008 (aussi disponible en anglais).
- Burundi : renouer le dialogue politique*, Briefing Afrique N°53, 19 août 2008 (aussi disponible en anglais).

- Tchad : un nouveau cadre de résolution du conflit*, Rapport Afrique N°144, 24 septembre 2008 (aussi disponible en anglais).
- République centrafricaine : débloquer le dialogue politique inclusif*, Briefing Afrique N°55, 9 décembre 2008 (aussi disponible en anglais).
- Northern Uganda: The Road to Peace, with or without Kony*, Rapport Afrique N°146, 10 décembre 2008.
- Tchad : la poudrière de l'Est*, Rapport Afrique N°149, 15 avril 2009 (aussi disponible en anglais).
- Congo: Five Priorities for a Peacebuilding Strategy*, Rapport Afrique N°150, 11 mai 2009 (aussi disponible en anglais).
- Congo : une stratégie globale pour désarmer les FDLR*, Rapport Afrique N°151, 9 juillet 2009 (aussi disponible en anglais).
- Burundi : réussir l'intégration des FNL*, Briefing Afrique N°63, 30 juillet 2009.
- Tchad : sortir du piège pétrolier*, Briefing Afrique N°65, 26 août 2009 (aussi disponible en anglais).
- République centrafricaine : relancer le dialogue politique*, Briefing Afrique N°69, 12 janvier 2010 (aussi disponible en anglais).
- Burundi : garantir un processus électoral crédible*, Rapport Afrique N°155, 12 février 2010 (aussi disponible en anglais).
- Libye/Tchad : au-delà d'une politique d'influence*, Briefing Afrique N°71, 23 mars 2010 (aussi disponible en arabe).
- Congo : l'enlèvement du projet démocratique*, Briefing Afrique N°73, 8 avril 2010 (aussi disponible en anglais).
- Tchad : au delà de l'apaisement*, Rapport Afrique N°162, 17 août 2010.

#### *Afrique de l'Ouest*

- Guinée : le changement ou le chaos*, Rapport Afrique N°121, 14 février 2007 (aussi disponible en anglais).
- Nigeria's Elections: Avoiding a Political Crisis*, Rapport Afrique N°123, 28 mars 2007.
- Nigeria: Failed Elections, Failing State?*, Rapport Afrique N°126, 30 mai 2007.
- Côte d'Ivoire : Faut-il croire à l'accord de Ouagadougou ?*, Rapport Afrique N°127, 27 juin 2007 (aussi disponible en anglais).

- Sierra Leone: The Election Opportunity*, Rapport Afrique N°129, 12 juillet 2007.
- Guinée : le changement en sursis*, Briefing Afrique N°49, 8 novembre 2007 (aussi disponible en anglais).
- Nigeria: Ending Unrest in the Niger Delta*, Rapport Afrique N°135, 5 décembre 2007.
- Côte d'Ivoire : garantir un processus électoral crédible*, Rapport Afrique N°139, 22 avril 2008 (uniquement disponible en français).
- Guinée : garantir la poursuite des réformes démocratiques*, Briefing Afrique N°52, 24 juin 2008 (aussi disponible en anglais).
- Guinée-Bissau : besoin d'Etat*, Rapport Afrique N°142, 2 juillet 2008 (aussi disponible en anglais).
- Sierra Leone: A New Era of Reform?*, Rapport Afrique N°143, 31 juillet 2008.
- Nigeria: Ogoni Land after Shell*, Briefing Afrique N°54, 18 septembre 2008.
- Liberia: Uneven Progress in Security Sector Reform*, Rapport Afrique N°148, 13 janvier 2009.
- Guinée-Bissau : construire un véritable pacte de stabilité*, Briefing Afrique N°57, 29 janvier 2009 (aussi disponible en anglais).
- Guinée : la transition ne fait que commencer*, Briefing Afrique N°58, 5 mars 2009 (aussi disponible en anglais).
- Nigeria: Seizing the Moment in the Niger Delta*, Briefing Afrique N°60, 30 avril 2009.
- Guinea-Bissau: Beyond Rule of the Gun*, Briefing Afrique N°61, 25 juin 2009 (aussi disponible en portugais).
- Côte d'Ivoire : les impératifs de sortie de crise*, Briefing Afrique N°62, 2 juillet 2009 (aussi disponible en anglais).
- Guinée : pour en finir avec les régimes militaires*, Briefing Afrique N°66, 16 octobre 2009 (aussi disponible en anglais).
- Côte d'Ivoire : sécuriser le processus électoral*, Rapport Afrique N°158, 5 mai 2010.
- Cameroun : Etat Fragile?*, Rapport Afrique N°160, 25 mai 2010 (aussi disponible en anglais).
- Cameroun : les dangers d'un régime en pleine fracture*, Rapport Afrique N°161, 24 juin 2010 (aussi disponible en anglais).
- Guinea: Reforming the Army*, Rapport Afrique N°164, 23 septembre 2010.

### Corne de l'Afrique

- Somalia: The Tough Part Is Ahead*, Briefing Afrique N°45, 26 janvier 2007.
- Darfur: Revitalising the Peace Process*, Rapport Afrique N°125, 30 avril 2007 (aussi disponible en arabe).
- A Strategy for Comprehensive Peace in Sudan*, Rapport Afrique N°130, 26 juillet 2007 (aussi disponible en arabe).
- Sudan: Breaking the Abyei Deadlock*, Briefing Afrique N°47, 12 octobre 2007 (aussi disponible en arabe).
- Ethiopia and Eritrea: Stopping the Slide to War*, Briefing Afrique N°48, 5 novembre 2007.
- Darfur's New Security Reality*, Rapport Afrique N°134, 26 novembre 2007 (aussi disponible en arabe).
- Kenya in Crisis*, Rapport Afrique N°137, 21 février 2008.
- Sudan's Comprehensive Peace Agreement: Beyond the Crisis*, Briefing Afrique N°50, 13 mars 2008 (aussi disponible en arabe).
- Beyond the Fragile Peace between Ethiopia and Eritrea: Averting New War*, Rapport Afrique N°141, 17 juin 2008.
- Sudan's Southern Kordofan Problem: The Next Darfur?*, Rapport Afrique N°145, 21 octobre 2008 (aussi disponible en arabe).
- Somalia: To Move Beyond the Failed State*, Rapport Afrique N°147, 23 décembre 2008.
- Sudan: Justice, Peace and the ICC*, Rapport Afrique N°152, 17 juillet 2009.
- Somalia: The Trouble with Puntland*, Briefing Afrique N°64, 12 août 2009.
- Ethiopia: Ethnic Federalism and Its Discontents*, Rapport Afrique N°153.
- Somaliland: A Way out of the Electoral Crisis*, Briefing Afrique N°67, 7 décembre 2009.
- Sudan: Preventing Implosion*, Briefing Afrique N°68, 17 décembre 2009.
- Jonglei's Tribal Conflicts: Countering Insecurity in South Sudan*, Rapport Afrique N°154, 23 décembre 2009.
- Rigged Elections in Darfur and the Consequences of a Probable NCP Victory in Sudan*, Briefing Afrique N°72, 30 mars 2010.
- L'Armée de résistance du Seigneur : une stratégie régionale pour sortir de l'impasse*, Rapport Afrique N°157, 28 avril 2010 (aussi disponible en anglais).
- Sudan: Regional Perspectives on the Prospect of Southern Independence*, Rapport Afrique N°159, 6 mai 2010.
- Somalia's Divided Islamists*, Briefing Afrique N°74, 18 mai 2010 (aussi disponible en somali).
- Sudan: Defining the North-South Border*, Briefing Afrique N°75, 2 septembre 2010.
- Eritrea: The Siege State*, Rapport Afrique N°163, 21 septembre 2010.

## ANNEXE D

### CONSEIL D'ADMINISTRATION D'INTERNATIONAL CRISIS GROUP

#### CO-PRESIDENTS

**Lord (Christopher) Patten**

Ancien commissaire européen aux Relations extérieures ; ancien gouverneur de Hong Kong ; ancien membre du Conseil des ministres britannique ; chancelier de l'Université d'Oxford

**Thomas R Pickering**

Ancien ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations unies, de la Russie, de l'Inde, d'Israël, d'El Salvador, du Nigeria et de la Jordanie ; vice-président de Hills & Company

#### PRESIDENTE DIRECTRICE GENERALE

**Louise Arbour**

Ancienne haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme ; ancienne procureur en chef des Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda

#### COMITE DE DIRECTION

**Morton Abramowitz**

Ancien secrétaire d'Etat adjoint ; ancien ambassadeur des Etats-Unis en Turquie

**Cheryl Carolus**

Ancienne haut commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni ; ancienne secrétaire générale de l'ANC

**Maria Livanos Cattau**

Membre du Conseil d'administration, Petroplus Holdings, Suisse

**Yoichi Funabashi**

Rédacteur en chef de l'*Asahi Shimbun*, Japon

**Frank Giustra**

Président-directeur général, Fiore Capital

**Ghassan Salamé**

Ancien ministre de la Culture du Liban ; professeur à Sciences Po, Paris

**Stephen Solarz**

Ancien membre du Congrès des Etats-Unis

**George Soros**

Président, Open Society Institute

**Pär Stenbäck**

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Finlande

#### AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

**Adnan Abu-Odeh**

Ancien conseiller politique du Roi Abdallah II et du Roi Hussein ; ancien représentant permanent de la Jordanie auprès des Nations unies

**Kenneth Adelman**

Ancien ambassadeur des Etats-Unis et directeur de l'Agence américaine pour le contrôle des armes et le désarmement

**Kofi Annan**

Ancien Secrétaire général des Nations unies ; prix Nobel de la Paix (2001)

**Nahum Barnea**

Editorialiste en chef de *Yedioth Ahronoth*, Israel

**Samuel Berger**

Président, Albright Stonebridge Group LLC ; ancien conseiller à la Sécurité nationale des Etats-Unis

**Emma Bonino**

Vice-présidente du Sénat ; ancienne ministre pour les Affaires européennes et le Commerce extérieur d'Italie ; ancienne commissaire européenne pour l'Aide humanitaire

**Wesley Clark**

Ancien commandant suprême des forces alliées de l'OTAN en Europe

**Sheila Coronel**

Professeur « Toni Stabile » de pratique de journalisme d'investigation ; directeur, Centre Toni Stabile pour le journalisme d'investigation, Université de Columbia

**Jan Egeland**

Directeur de l'Institut norvégien des affaires internationales ; ancien sous-secrétaire général aux Affaires humanitaires et coordonnateur des Secours d'urgence des Nations unies.

**Mohamed ElBaradei**

Directeur général honoraire, Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), prix Nobel de la Paix (2005)

**Uffe Ellemann-Jensen**

Ancien ministre des Affaires étrangères du Danemark

**Gareth Evans**

Président honoraire de Crisis Group ; ancien ministre des Affaires étrangères d'Australie

**Mark Eyskens**

Ancien Premier ministre de Belgique

**Joschka Fischer**

Ancien ministre des Affaires étrangères d'Allemagne

**Dewi Fortuna Anwar**

Directrice des programmes et de la recherche, Centre Habibie, Jakarta ; ancienne ministre adjointe/secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Indonésie

**Jean-Marie Guéhenno**

Professeur « Arnold Saltzman » de pratique professionnelle en Affaires publiques et internationales, Université de Columbia ; ancien sous-secrétaire général du Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies.

**Carla Hills**

Ancienne ministre au Logement ; ancienne représentante au Commerce extérieur des Etats-Unis

**Lena Hjelm-Wallén**

Ancienne vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Suède

**Swanee Hunt**

Ancienne ambassadrice des Etats-Unis en Autriche ; présidente de l'Institute for Inclusive Security ; présidente de Hunt Alternatives Fund

**Mo Ibrahim**

Fondateur et président, Mo Ibrahim Foundation ; fondateur, Celtel International

**Igor Ivanov**

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Fédération russe

**Asma Jahangir**

Rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté de religion ou de conviction ; présidente de la Commission des droits de l'homme au Pakistan

**Wim Kok**

Ancien Premier ministre des Pays-Bas

**Ricardo Lagos**

Ancien président du Chili

**Joanne Leedom-Ackerman**

Ancienne Secrétaire internationale de PEN International ; romancière et journaliste, Etats-Unis

**Lord (Mark) Malloch-Brown**

Ancien administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ; vice-secrétaire général des Nations unies

**Lalit Mansingh**

Ancien ministre des Affaires étrangères de l'Inde ; ambassadeur auprès des Etats-Unis et haut commissaire au Royaume-Uni.

**Jessica Tuchman Mathews**

Présidente, Carnegie Endowment for International Peace, Etats-Unis

**Benjamin Mkapa**

Ancien président de la Tanzanie

**Moisés Naím**

Senior Associate, Programme d'Economie Internationale, Carnegie Endowment for International Peace ; ancien rédacteur en chef, *Foreign Policy*

**Ayo Obe**

Présidente du Conseil d'administration, Goree Institute, Sénégal ; Juriste, Lagos, Nigeria

**Güler Sabancı**

Présidente, Sabancı Holding, Turquie

**Javier Solana**

Ancien haut représentant de l'Union européenne pour la Politique étrangère et de sécurité commune ; secrétaire-général de l'OTAN ; ministre des Affaires étrangères d'Espagne

---

## CONSEIL PRESIDENTIEL

Le Conseil présidentiel de Crisis Group est un groupe éminent de donateurs privés qui apportent un soutien essentiel, du temps et une expertise à Crisis Group dans l'accomplissement de sa mission.

**Canaccord Adams Limited**  
**Neil & Sandy DeFeo**  
**Fares I. Fares**  
**Mala Gaonkar**  
**Alan Griffiths**

**Frank Holmes**  
**Steve Killelea**  
**George Landegger**  
**Ford Nicholson**  
**Harry Pokrant**

**Statoil ASA**  
**Ian Telfer**  
**Neil Woodyer**

---

## CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Le Conseil consultatif international est constitué de donateurs privés qui contribuent régulièrement, par leur savoir et leur expérience, aux activités de Crisis Group.

**Rita E. Hauser**  
*Co-présidente*  
**Elliott Kulick**  
*Co-président*  
**Anglo American PLC**  
**APCO Worldwide Inc.**  
**Ed Bachrach**  
**Stanley Bergman & Edward Bergman**  
**Harry Bookey & Pamela Bass-Bookey**

**Iara Lee & George Gund III Foundation**  
**Chevron**  
**John Ehara**  
**Equinox Partners**  
**Neemat Frem**  
**Seth Ginns**  
**Paul Hoag**  
**Joseph Hotung**  
**International Council of Swedish Industry**

**H.J. Keilman**  
**George Kellner**  
**Amed Khan**  
**Zelmira Koch**  
**Liquidnet**  
**Jean Manas**  
**McKinsey & Company**  
**Harriet Mouchly-Weiss**  
**Yves Oltramare**

**Anna Luisa Ponti & Geoffrey Hoguet**  
**Michael Riordan**  
**Shell**  
**Belinda Stronach**  
**Talisman Energy**  
**Tilleke & Gibbins**  
**Kevin Torudag**  
**VIVATrust**  
**Yapı Merkezi Construction and Industry Inc.**

---

## CONSEILLERS

Les conseillers sont d'anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et sont sollicités de façon ponctuelle pour apporter leurs conseils et leur soutien à Crisis Group.

**Martti Ahtisaari**  
*Président émérite*  
**George Mitchell**  
*Président émérite*  
**HRH Prince Turki al-Faisal**  
**Shlomo Ben-Ami**  
**Hushang Ansary**  
**Richard Armitage**  
**Ersin Arioğlu**  
**Óscar Arias**  
**Diego Arria**  
**Zainab Bangura**  
**Christoph Bertram**  
**Alan Blinken**  
**Lakhdar Brahimi**  
**Zbigniew Brzezinski**  
**Kim Campbell**  
**Jorge Castañeda**  
**Naresh Chandra**  
**Eugene Chien**  
**Joaquim Alberto Chissano**  
**Victor Chu**

**Mong Joon Chung**  
**Pat Cox**  
**Gianfranco Dell'Alba**  
**Jacques Delors**  
**Alain Destexhe**  
**Mou-Shih Ding**  
**Gernot Erler**  
**Marika Fahlén**  
**Stanley Fischer**  
**Malcolm Fraser**  
**I.K. Gujral**  
**Max Jakobson**  
**James V. Kimsey**  
**Aleksander Kwaśniewski**  
**Todung Mulya Lubis**  
**Allan J. MacEachen**  
**Graça Machel**  
**Barbara McDougall**  
**Matthew McHugh**  
**Nobuo Matsunaga**  
**Miklós Németh**  
**Christine Ockrent**

**Timothy Ong**  
**Olara Otunnu**  
**Shimon Peres**  
**Victor Pinchuk**  
**Surin Pitsuwan**  
**Cyril Ramaphosa**  
**Fidel V. Ramos**  
**George Robertson**  
**Michel Rocard**  
**Volker Rühle**  
**Mohamed Sahnoun**  
**Salim A. Salim**  
**Douglas Schoen**  
**Christian Schwarz-Schilling**  
**Michael Sohlman**  
**Thorvald Stoltenberg**  
**William O. Taylor**  
**Leo Tindemans**  
**Ed van Thijn**  
**Simone Veil**  
**Shirley Williams**  
**Grigory Yavlinski**

**Uta Zapf**  
**Ernesto Zedillo**